

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

AMERIQUE LATINE

Mouvements
populaires
contre
l'austérité
au Mexique
et au Pérou



EUROPE DU NORD

Le mouvement
antiguerre
après les
manifestations
du mois
d'octobre

MOYEN-ORIENT

Pour la défense du mouvement
national palestinien

Sommaire du numéro 161 du 21 novembre 1983

3	EDITORIAL	Pour la défense du mouvement national palestinien	INPRECOR
5	EUROPE DU NORD	Après les mobilisations antiguerre	François VERCAMMEN
9	GRENADE	L'intervention US et les problèmes de la révolution	Vincent KERMEL
10	—	L'analyse de Cuba sur la situation à Grenade	DOCUMENT
13	PEROU	Riposte populaire au gouvernement Belaunde Terry	Nicolas LUCAR
17	MEXIQUE	La stabilité du régime ébranlé par la politique d'austérité	Sergio RODRIGUEZ
21	HONGKONG	La fin de la domination coloniale britannique, prévue pour 1997	OCTOBER REVIEW
25	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	VENEZUELA : L'OSR présente des candidats aux élections générales. ARGENTINE : « Elle va finir, elle va finir, la dictature militaire ». LES NOTRES : Farrell Dobbs (1907-1983). SUISSE : Succès de la manifestation anti-missiles, le 5 novembre à Berne.		
28	EL SALVADOR	Entretien avec une représentante de la Fédération syndicale révolutionnaire	Propos recueillis par LA BRECHE

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF. Afrique et Amériques : 265 FF. Asie : 290 FF.

Pli fermé : France, 300 FF. Tous les autres pays (par voie de surface), 320 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Pour la défense du mouvement national palestinien

LE bombardement des camps palestiniens du Nord-Liban et le siège de Tripoli par les troupes syriennes et les dissidents de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), peuvent aboutir à la liquidation de l'OLP, en tant qu'organisation unitaire et représentative du mouvement national palestinien. A ce titre, au-delà des dépendances multiples envers les différents régimes arabes, l'OLP constitue un acteur politique relativement autonome dans les conflits régionaux, ce qui gêne plus d'une des forces en présence dans la région. L'élimination de la résistance palestinienne du Nord-Liban peut sembler venir compléter l'œuvre entreprise par les armées israéliennes au sud du pays lors de l'invasion de juin 1982 et du siège de Beyrouth. Les dirigeants sionistes ne cachent d'ailleurs pas leur satisfaction devant ce nouvel affaiblissement de l'OLP.

Instinctivement, les populations palestiniennes des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, ont compris qu'il s'agissait d'un nouveau coup terrible porté contre leur propre lutte. Leurs manifestations contre l'agression syrienne à Tripoli, plus qu'une défense de Yasser Arafat et de sa politique, témoignent d'une volonté unitaire de défendre l'OLP comme seul instrument de lutte effective pour leurs revendications nationales. C'est dans ce sens que les associations professionnelles (avocats, médecins, etc.) des territoires occupés ont dénoncé dans un communiqué « *la conspiration syrienne contre l'indépendance de l'OLP* » et appelé « *au dialogue démocratique au sein de l'organisation et au respect des décisions du Conseil national palestinien d'Alger* », qui reconduisait la présidence de Yasser Arafat.

La division ouverte de l'OLP et la guerre civile dans ses rangs sont le prix politique différé de la défaite de Beyrouth et un cinglant démenti aux prétentions de Yasser Arafat, qui disait alors pouvoir transformer cette défaite militaire en victoire politique sur le tapis vert. Les positions exprimées depuis le début de 1983 par les dirigeants de la dissidence de l'OLP reflétaient des critiques et des préoccupations légitimes, répandues parmi les combattants palestiniens après l'évacuation de Beyrouth, et tout d'abord une opposition nette aux entreprises diplomatiques conduites par Arafat en personne. Interprétant à sa façon les résolutions du Conseil national palestinien (CNP) tenu à Alger en février 1983, il négociait, en effet, dès mars, en tête-à-tête avec le roi Hussein de Jordanie, un « protocole d'accord » qui constituait une triple violation des décisions du CNP : il renonçait à la reconnaissance de l'OLP comme interlocuteur dans d'éventuelles négociations avec Israël ; il abandonnait de fait le droit du peuple palestinien à établir son propre Etat souverain, préalablement à toute forme d'association avec la Jordanie, et enfin, il mentionnait explicitement le seul plan Reagan parmi les « *divers projets* » susceptibles de déboucher sur une solution négociée. Ce protocole, virtuellement accepté par Arafat, était rejeté le 10 avril, aussi bien par le Comité central de l'OLP que par le Comité central de sa propre organisation, le Fath.

A travers les prises de position publiques de ses porte-parole, Abou Moussa ou Abou Saleh, la dissidence se faisait aussi l'écho d'une aspiration profonde à la démocratisation des structures de direction de l'OLP, contre la bureaucratisation, le poids des notables et le pouvoir personnel d'Arafat, et même à un contrôle plus rigoureux des finances de l'organisation. Pourtant, en passant de la critique légitime à la rébellion armée, les dissidents de l'OLP se sont lancés, sous la hou-

lette du régime syrien et avec l'appui libyen, dans une aventure politiquement suicidaire. Quelle que soit l'issue immédiate de l'affrontement entre Palestiniens, cette politique risque d'avoir pour résultat la destruction de l'OLP en tant qu'organisation unitaire du mouvement national palestinien. Or, l'existence d'une telle organisation est vitale pour la résistance et la lutte d'un peuple chassé de son territoire, condamné à la dispersion et à la vie des camps de réfugiés dans les différents pays arabes.

Une « nouvelle OLP » constituée à Damas, sous la tutelle politique et militaire d'Hafez el Assad ne serait qu'un pion à manœuvrer dans les négociations globales sur la situation dans la région.

La trajectoire des officiers palestiniens dissidents n'est cependant pas surprenante. Après la défaite de Beyrouth et la dispersion des combattants palestiniens dans une demi-douzaine de pays arabes, la seule chance pour un renouveau de l'OLP résidait dans un déplacement de son centre de gravité vers les territoires occupés et l'organisation massive des populations qui n'avaient pas directement subi la défaite de Beyrouth. Au contraire, la volonté de répondre aux recules diplomatiques d'Arafat par la seule réaffirmation des principes du mouvement et le retour aux sources de « la lutte armée » d'avant 1974 poussait inéluctablement les dissidents déracinés des camps de réfugiés du Sud-Liban à chercher à Damas le soutien matériel nécessaire à leur combat.

Or, il y a belle lurette que la Syrie, de même que les autres Etats arabes de la région, a démontré en pratique sa conception de la défense de la cause palestinienne. Elle a toujours voulu subordonner à ses propres intérêts l'activité du mouvement de libération palestinien. C'est là une constante de sa politique, de la création d'une organisation palestinienne armée directement inféodée à Damas (la Saïka), à l'intervention, aux côtés des phalangistes libanais en 1976, contre le camp palestinien de Tall-el-Zatar, au blocage des livraisons d'armes à l'OLP pendant le siège de Beyrouth en 1982, et enfin à la participation militaire au siège de Tripoli aujourd'hui. Il s'agit, pour la Syrie de contrôler le maximum de cartes du jeu diplomatique régional, à savoir une partie du territoire libanais et le mouvement palestinien, pour pouvoir peser de tout son poids dans les pourparlers et arracher le meilleur prix pour un rapprochement avec les Etats-Unis en les poussant à exiger d'Israël des concessions substantielles concernant notamment le Golan syrien occupé. Dans cette optique, il n'y a guère de place pour un mouvement palestinien ne serait-ce que relativement indépendant. L'idéologie pan-arabe du parti Baas, au gouvernement à Damas, couvre ici ses intérêts diplomatiques dans la région en dissolvant la spécificité de la lutte de libération palestinienne dans la cause arabe, dont le régime syrien serait le porte-drapeau privilégié.

Comme le note l'analyste du *Financial Times* du 18 octobre dernier : « *L'invasion israélienne du Liban et l'imbroglie militaire et politique qui en est résulté, ont graduellement forcé les Américains à reconnaître la nature spécifique des rapports de la Syrie avec le Liban, et le besoin, pour Washington d'engager une relation diplomatique réelle avec Damas s'il veut avoir quelque chance de stabilité au Liban.* »

Depuis l'entrée en fonction de Robert Mac Farlane comme envoyé spécial américain au Moyen-Orient, ces rapports diplomatiques se seraient améliorés au point que, selon

le ministre syrien des Affaires étrangères, « les représentants américains admettent que la présence militaire syrienne au Liban est différente de la présence israélienne (parce que les Syriens ont été appelés en 1976 par le gouvernement libanais), et admettent que la Syrie n'est ni un pays communiste ni une marionnette soviétique » (ibid.).

Cependant, les Etats-Unis ne manœuvrent pas en terrain libre. Israël reste leur allié stratégique dans la région, quelles que soient les tensions avec le régime sioniste. Chacun, dans cette situation complexe peut faire monter les enchères. Reagan peut être amené, conjoncturellement, à augmenter les pressions sur la Syrie. Le déploiement des forces américaines dans la région pourrait déboucher sur une « expédition punitive » lui permettant d'améliorer encore le rapport de forces sur le terrain pour, soit obtenir un accord négocié satisfaisant, soit faire reculer les prétentions syriennes.

Dans l'immédiat, la lutte contre les plans impérialistes et sionistes, et contre les manœuvres propres du régime syrien, passe en priorité par la défense du mouvement national palestinien, c'est-à-dire de l'unité et de l'intégrité de l'OLP. Elle implique concrètement l'arrêt immédiat des combats entre forces palestiniennes et la défense des combattants palestiniens contre l'agression syrienne.

Cela n'implique aucune allégeance particulière à la personne d'Arafat, aucun soutien à sa politique passée (largement responsable des impasses dans lesquelles s'est trouvée piégée la résistance palestinienne) et encore moins de chègue en blanc à

sa politique future, dans la mesure où il pourrait tenter de sortir du guépier en reprenant ses négociations avec Hussein de Jordanie, sous l'œil bienveillant des gouvernements européens et des régimes arabes réactionnaires.

Un arrêt des combats entre fractions de l'OLP est encore possible sur la base du maintien de l'unité de l'OLP et de la réaffirmation des droits nationaux des Palestiniens au retour dans leur foyer, à l'autodétermination et à la fondation d'un Etat indépendant, sous la direction de l'OLP. Au-delà de ces principes élémentaires largement reconnus, bien des silences ou des formulations ambiguës du Conseil national palestinien d'Alger laissent la porte ouverte à toutes les interprétations, y compris au projet de fédération jordano-palestinienne dans le cadre du plan Reagan, c'est-à-dire à la constitution d'un foyer palestinien directement soumis à l'Etat jordanien.

Ces questions ne peuvent plus, aujourd'hui, être éludées. Elles doivent être traitées démocratiquement dans un congrès extraordinaire de l'OLP, que réclament plusieurs composantes de l'OLP, comme la population des territoires occupés. Mais la première condition pour sa préparation, c'est la levée du siège de Tripoli par les dissidents du Fath et les troupes syriennes et libyennes. ■

INPRECOR
14 novembre 1983.

ISRAEL. Succès du festival antiguerre de A'hziv

La guerre menée par Israël au Liban a provoqué une importante vague d'opposition au sein même de l'armée sioniste. Le mouvement des soldats Yesh Gvoul (Il y a une limite) qui prône le refus de se rendre au Liban en est un bon exemple. Ce mouvement vient, malgré la répression dont sont l'objet ses militants, d'organiser un festival antiguerre à la frontière libanaise, qui a réuni 15 000 personnes. Nous reproduisons ci-après l'article publié à ce sujet dans le numéro d'octobre-novembre 1983 de Sharara (L'Étincelle), journal en langue arabe de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section israélienne de la IV^e Internationale.

Elle ne fait plus la « une » des journaux, les massacres ont fait place à des ratissages plus discrets, et les opérations militaires d'envergure à des opérations de routine. Pourtant, la guerre du Liban se poursuit, le budget gouvernemental et le nombre de soldats mobilisés en permanence de l'autre côté de la frontière nord, en font foi. Le fait que l'opération « Paix en Galilée » se soit transformée en un enlèvement au Liban, explique sans doute pourquoi le centre de gravité du mouvement antiguerre israélien s'est déplacé vers le mouvement de soldats Yesh Gvoul (Il y a une limite).

Alors que *Peace Now* (La paix maintenant) et le Comité contre la guerre au Liban connaissent ces derniers temps, un certain recul dans leurs mobilisations, Yesh Gvoul vient d'organiser à A'hziv, près de la frontière libanaise, un festival qui a regroupé plus de 15 000 participants, ce qui représente la manifestation contre la guerre la plus massive depuis le rassemblement de *Peace Now*, le jour anniversaire de l'invasion du Liban, en juin 1983.

Malgré les menaces de boycott et les risques réels de se voir ensuite fermer les portes de la radio et de la télévision, les chanteurs et les groupes les plus célèbres du pays ont répondu à l'appel de Yesh Gvoul et se sont produits au bénéfice des familles des soldats qui refusent d'aller au Liban et qui se voient priver de salaire au cours des semaines, voire des mois qu'ils purgent en prison. Sous la présidence du poète Yehonatah Gefen, on a pu entendre Hava Alberstein, Shalom Hanoch, Arik Sinai, le groupe Benzine et bien d'autres encore, la plupart ne se contentant pas seulement de chanter, mais expliquant aussi la raison de leur présence à A'hziv sous l'immense bande-

role appelant à « ramener les gars à la maison ».

Les participants, jeunes pour la plupart, venaient aussi bien des kibboutz du sud du pays que des villes d'immigrants du nord. On pouvait même voir, assis côte à côte, des soldats libérés récemment de prison pour refus de servir au Liban et des membres de la police militaire qui, quelques semaines plus tôt, étaient encore leurs geôliers... et qui devaient retourner le lendemain à la prison numéro 6, emmenant avec eux des messages de solidarité à ceux qui purgent leur peine.

Le succès de ce festival de Yesh Gvoul, la presse israélienne l'a déjà baptisé « Yesh Gvoulstock », s'explique avant tout par l'impact réel des *refuzniks* dans l'armée israélienne, et sur la société dans son ensemble. Car si la guerre est moins spectaculaire qu'auparavant, pour des dizaines de milliers de soldats de réserve, c'est une réalité bien tangible et dangereuse. Comme nous l'a écrit notre camarade Michel Warshawski, qui purge actuellement une peine de 28 jours de détention à la prison numéro 6, « dans chaque unité qui doit partir au Liban, il n'y a qu'un ou deux soldats qui soient prêts à faire de la prison, mais il y en a des dizaines d'autres qui discutent s'il faut effectivement refuser d'y aller, qui hésitent et qui refuseront la fois suivante, ou celle d'après... sans parler des dizaines et des dizaines d'autres qui trouvent des « combines » pour ne pas y aller. (...) Quoi qu'il en soit, avant d'aller en prison, j'ai participé dans mon unité à des dizaines de discussions sur ce sujet, et pas une fois je n'ai rencontré une réaction carrément hostile. En général, on peut parler de réaction encourageante. »

C'est bien parce que l'opposition à la guerre du Liban est si forte au sein de l'armée sioniste, que les autorités militaires font tout ce qui est possible pour décourager les gens de refuser (de se rendre au Liban-ndlr) : trois semaines après qu'il aura purgé sa peine, notre camarade Michel Warshawski devra rejoindre une autre unité au Liban ou retourner une nouvelle fois en prison, ce qui peut durer indéfiniment. Mais il en faudra plus pour briser le mouvement de soldats Yesh Gvoul, et davantage encore pour persuader le soldat israélien qu'il a quelque chose à gagner dans le bourbier libanais. ■

Leila KHATIB

Poursuivre la mobilisation contre les euromissiles

Après la semaine d'action antiguerre du mois d'octobre

LA semaine du 22 au 30 octobre a vu la plus grande mobilisation contre la guerre, coordonnée à l'échelle internationale depuis longtemps. Près de 5 millions de manifestants ont massivement occupé les rues des capitales et des grandes villes de l'Europe capitaliste pour s'opposer à l'installation imminente des nouveaux missiles nucléaires de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Cette énorme vague antiguerre marque ainsi un progrès substantiel par rapport à celle de l'automne 1981, non seulement par son degré de coordination internationale, mais aussi

par son ampleur et la capacité de mobilisation dans chaque pays.

C'est ainsi que les manifestations aux Pays-Bas (550 000 participants), en Belgique (400 000), en Grande-Bretagne (400 000), en Italie (500 000) et, surtout en République fédérale d'Allemagne (1,5 million de participants dans tout le pays) sont sans précédent dans l'histoire récente.

Au total, ces chiffres représentent un accroissement de 50 % par rapport même aux mobilisations de 1982. Une force plus nombreuse, mais aussi plus organisée et plus combative que jamais. ■

François VERCAMMEN

Au-delà des chiffres concernant le nombre des manifestants, le mouvement contre l'installation des missiles nucléaires de l'OTAN a mis à profit son « hibernation » apparente, entre 1981 et 1983, pour mieux s'organiser.

En premier lieu, sa structuration en profondeur a nettement progressé avant tout dans les pays directement concernés par le déploiement des missiles. En Grande-Bretagne, en prenant appui sur la longue tradition de la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND), en Hollande par le biais de la Rencontre œcuménique pour la paix (IKV), et des Comités contre les missiles de croisière (KKN), en Belgique, et plus particulièrement en Flandres, à travers le Comité flamand d'action contre les armes atomiques (VAKA), et en RFA autour d'une coordination nationale de structures de mobilisation du mouvement pacifiste, des centaines de comités d'action se sont développés qui ont mené, ces deux dernières années, une activité régulière d'information et de sensibilisation de larges couches de la population laborieuse. C'est cette force militante qui a réussi à entraîner des milliers de personnes dans les manifestations d'octobre 1983, en apparence un peu débonnaires et décousues. Dès lors, celles-ci ne doivent nullement être confondues avec ce que serait une unité d'action ponctuelle fondée sur la base d'un cartel entre partis réformistes, entraînant les foules derrière eux.

UN MOUVEMENT STRUCTURE EN PROFONDEUR

En second lieu, il faut remarquer que cette capacité de se structurer en profondeur et de développer une activité militante régulière est étroitement liée à une capacité politique nouvelle qui va bien au-delà du pacifisme traditionnel. Les directions de ces mouvements ont généralement maintenu le cap sur une position de refus inconditionnel du dé-

ploiement des nouveaux missiles nucléaires de l'OTAN. C'est le fait saillant de ces deux dernières années, au-delà des oscillations, des interrogations, des manœuvres et des indispensables combats politiques pour clarifier et maintenir une telle orientation au sein de ces mouvements. Ni les pressions impérialistes, ni les avocats du moindre mal, ni le couple sabotage-séduction de Youri Andropov n'ont eu raison de la volonté politique du mouvement antimissiles de maintenir le cap sur les mobilisations des masses pour un objectif clair, simple et compréhensible : celui du non inconditionnel aux missiles de l'OTAN !

Cette mobilisation sur la base d'un unilatéralisme limité que synthétise la formule d'un « *premier pas unilatéral vers le désarmement général* » est le produit de l'expérience des masses populaires face au surarmement généralisé et à l'impasse durable des négociations sur le désarmement général entre l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique, tous deux également intéressés à maintenir le statu quo social et politique dans le monde. Ces militants « pacifistes » souvent d'origine chrétienne ou « enfants de 1968 » désabusés par les échecs des mobilisations ouvrières au Portugal, en Espagne et en France, souvent aussi résolument tournés vers le tiers-monde et ses avancées révolutionnaires, profondément anti-impérialistes, mais très sensibles également à l'opposition démocratique dans les pays de l'Est sympathisant avec l'action de Solidarité en Pologne.

C'est cette force politique relativement autonome vis-à-vis des directions réformistes traditionnelles qui a contribué par son dynamisme, son orientation et sa capacité de mobilisation sur une longue période, à faire pression sur le cours politique de plusieurs des grands partis sociaux-démocrates. Opposés au mouvement contre les missiles, mais animés aussi du désir de le récupérer après son succès de 1981, divers partis sociaux-démocrates ont connu une évolution de leur position affichée sur les euromissiles

sous les effets combinés de l'impact du mouvement et de leurs propres intérêts tactiques. Le va-t-en guerre François Mitterrand, fraîchement accueilli en Allemagne en 1982 et, récemment en Belgique, fait pour l'instant figure de droitier atlantiste au sein de la IIe Internationale ! En Grande-Bretagne, certes, le balancier au sein du Parti travailliste se déplace plutôt vers la droite, mais cela ne va sans résistances, à cause de la situation politique dans son ensemble et ne reflète nullement ce qui se passe à la base dans le mouvement antimissiles. En revanche, un événement notable a été le changement spectaculaire de position publique du Parti social-démocrate (SPD) allemand, celui-là même qui, par la voix de Helmut Schmidt, avait initié et impulsé l'installation de ces nouveaux missiles lors de la prise de décision de l'OTAN en 1979. Sans accorder aucun crédit à ces directions social-démocrates, agents dévoués de l'impérialisme américain et européen, et même si ces modifications de leur attitude sont à mettre en rapport avec leur mise à l'écart des responsabilités gouvernementales, elles permettent néanmoins de mieux saisir la portée du changement politique intervenu depuis 1981 autour de la question des euromissiles.

Le congrès national du SPD se prononcera à nouveau sur la question des missiles en décembre. Mais déjà, une très large majorité s'est déclarée opposée à leur installation dans les congrès régionaux des divers Etats (*Länder*). En Hollande, le principal dirigeant social-démocrate, Joop den Uyl, hué lors du meeting de 1981, s'est fait applaudir cette fois-ci, mais pour cela, il a dû épouser la position du KKN ! En Belgique, le Parti socialiste (PS) flamand a mené campagne pour les thèses unilatéralistes du VAKA. Le PS francophone, silencieux et absent en 1981, s'est rallié à la manifestation de 1983, fût-ce sur la base d'une position de désarmement bilatéral. Cela a néanmoins provoqué tout de suite la démission du député Simonet (ex-commissaire de la Communauté éco-

nomique européenne), représentant la tradition atlantiste et héritier, au sein du PS, de Paul-Henri Spaak, ancien secrétaire général de l'OTAN de 1957 à 1961.

LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA LUTTE CONTRE LES MISSILES

L'ensemble de cette évolution du mouvement anti-guerre a commencé à influencer la classe ouvrière organisée, aidé en cela par la résistance des travailleurs à la politique d'austérité de la bourgeoisie et la mise en place de gouvernements bourgeois homogènes et militants dans les pays clés de l'Europe concernés par l'installation de missiles : Grande-Bretagne, Pays-Bas, RFA, Belgique. Ainsi, pour la première fois, la Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB), la puissante centrale syndicale de RFA, qui compte 8,5 millions de syndiqués, a organisé une grève générale de cinq minutes dans l'ensemble du pays le 5 octobre dernier, à laquelle ont participé (1) 4 millions de travailleurs. Grève symbolique dont l'impact politique a été colossal en RFA et dans les pays voisins. Aux Pays-Bas, la Fédération des syndicats néerlandais, la FNV (*Federatie Nederlandse Vakbeweging*), qui est largement majoritaire, a été un pivot de la mobilisation d'octobre, menant une vaste campagne de sensibilisation dans les entreprises et assumant ses responsabilités dans le comité organisateur de la manifestation. En Belgique, les deux syndicats, la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) et la Confédération des syndicats chrétiens (CSC), ont fourni une partie de l'infrastructure de la manifestation antimissiles du 23 octobre. Tout de suite après cette manifestation, la FGTB a appelé à une grève générale de 15 minutes pour le 18 novembre, jour du débat au Parlement sur cette question. La puissante centrale des métallurgistes chrétiens s'est aussitôt jointe à cet appel, alors que la direction interprofessionnelle de la CSC semble vouloir bloquer cette action.

Malgré sa modestie et son retard, il s'agit d'une percée des méthodes de la lutte ouvrière sur le terrain du mouvement contre les nouveaux missiles, dont la dynamique sur la situation politique dans son ensemble, comme sur la conscience des travailleurs est bien connue. Mais ce n'est qu'un modeste début, tant par rapport à l'enjeu que représente l'objectif de cette lutte, que vis-à-vis de la tradition antimilitariste qui animait le mouvement ouvrier d'antan. Si l'évolution en cours se poursuit, trouvant des relais dans les congrès syndicaux et dans de nouvelles actions des travailleurs, elle représentera alors un tournant politique capital.

Ce tournant politique s'amorce dès maintenant car la mobilisation de masse persistante crée une situation dans laquelle les initiatives de lutte peuvent fleurir, renforçant et approfondissant le mouvement d'ensemble. On ne peut expliquer autrement l'action de la DGB en Allemagne fédérale, l'acharnement des mili-

tantes des « *Greenham Women against Cruise* », et les grèves et manifestations lycéennes de Belgique auxquelles ont participé des dizaines de milliers de jeunes, pour ne citer que quelques exemples. Ces luttes partielles portées par un mouvement d'ensemble, ont d'importantes perspectives devant elles.

Mais cette évolution politique s'exprime également par le niveau de conscience des masses qui se sont mobilisées. Le mouvement de masse antiguerre a mis du temps à s'émanciper des positions du bilatéralisme négocié, issues du compromis de Yalta et de la période de la guerre froide, défendu avec acharnement au sein du mouvement par les Partis communistes staliniens et eurocommunistes. Certes, on en trouve encore de nombreuses traces dans les plates-formes unitaires. Certes,

dynamique objectivement favorable au désarmement unilatéral des pays capitalistes.

Le refus des SS 20 soviétiques de la part de la majorité de ces manifestants procède, en fait, plus de l'exigence formelle d'un traitement égal pour toutes les parties que d'une défiance par rapport à la politique d'ensemble du Kremlin, d'une conviction anticommuniste typique de la période de la guerre froide. L'annonce par la bureaucratie du Kremlin, à la veille des manifestations de la fin octobre 1983, de la présence déjà ancienne de missiles soviétiques en République démocratique allemande (RDA) et en Tchécoslovaquie apparaît d'autant plus comme une provocation délibérée et comme un coup de poignard dans le dos du mouvement pacifiste de l'Europe de



Manifestation anti-missiles de la centrale syndicale ouest-allemande DGB (DR).

les tenants de la perspective d'une solution négociée à Genève restent activement présents dans les directions du mouvement antiguerre. Certes, les militants du nouveau pacifisme ne sont pas à l'abri de la tentation de « trouver une issue », un « résultat tangible », en situant la revendication d'un désarmement unilatéral partiel dans le cadre d'une quelconque conférence européenne diplomatique. Mais on ne saurait confondre la politique consciente de défense d'un bilatéralisme négocié de la part de partis et de courants politiques nettement réformistes, avec la conscience nouvelle des masses qui se mobilisent contre les euromissiles. Devant l'imminence de l'installation des missiles de l'OTAN, le refus inconscient de leur déploiement a fait d'énormes progrès dans la conscience des manifestants pacifistes. Tant les pancartes et banderoles des manifestants que les sondages d'opinion en témoignent. En effet, et quelle que soit l'opinion précise de la masse de ces millions de manifestants sur un ensemble de questions politiques relatives à la situation mondiale, une chose est sûre, c'est qu'ils ne veulent pas de ces missiles dans leur pays. Et ils sont prêts à se mobiliser et à agir en conséquence. En ce sens, toutes ces manifestations ont une

l'Ouest. Les menaces du déploiement de nouveaux missiles soviétiques dans ces pays, ainsi que l'organisation par le mouvement pacifiste officiel tchécoslovaque d'une manifestation de 300 000 personnes à Prague en faveur du déploiement des SS 20, mettent, une fois de plus en évidence le rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie des pays de l'Est.

LES EFFETS DU MOUVEMENT CONTRE LES MISSILES

Octobre 1983 a constitué une victoire du prolétariat européen face à sa propre bourgeoisie impérialiste, dans le sens où il existe une réelle chance de battre en brèche un aspect essentiel de l'offensive guerrière de Ronald Reagan. La mobilisation contre la guerre n'en est pas à un point où le mouvement vient de connaître son apogée et, dès lors, ne peut que décliner en se dispersant dans une multitude d'actions isolées. C'est un mouvement qui dispose d'un capital politique et organisationnel permettant d'infliger une réelle défaite à l'impérialisme sur cette question des euromissiles.

1) Voir *Inprecor* numéro 159 du 24 octobre 1983.

Il s'agit de prendre la mesure de ses potentialités et de ses difficultés pour préparer une nouvelle bataille d'ensemble qui, cette fois-ci, exigera autant de savoir-faire dans la mobilisation des masses qu'une stratégie politique adéquate. En effet, Reagan « doit » imposer l'installation de ses missiles, à tout prix. C'est

à la fois une exigence militaire et politique. Cela s'inscrit dans une offensive impérialiste d'ensemble aux dimensions multiples : actions contre-révolutionnaires dans le tiers-monde, renforcement du camp impérialiste à travers l'OTAN, poursuite d'une politique d'austérité dans les pays impérialistes mêmes. L'impéria-

lisme doit atteindre ce but alors que l'écrasante majorité des peuples d'Europe y est opposée. Ainsi, les bourgeoisies européennes, qui sont censées servir directement et ouvertement de relais à cette politique, se trouvent mises en difficulté.

Au lendemain même de la manifestation de Bruxelles, le Parti social-chré-

Les pacifistes indépendants de RDA s'adressent "à ceux qui manifestent contre les nouvelles fusées américaines"

Nous publions ci-après une adresse de militants du mouvement pacifiste indépendant de la République démocratique d'Allemagne (RDA) à « ceux qui manifestent contre les nouvelles fusées américaines ». Ce texte a été lu par Heinrich Böll lors de la manifestation antiguerre de Bonn (RFA), le 27 octobre dernier.

« Nous sommes membres de divers cercles pacifistes indépendants de RDA. Nous aussi, nous sommes contre les nouvelles fusées américaines. Nous aussi, nous militons chez nous pour le démantèlement des fusées soviétiques. Mais nous sommes conscients que la paix ne tient pas seulement à la question des fusées. Il s'agit, avant tout, des êtres humains qui s'en servent, il s'agit des criminels et des victimes. Il s'agit de l'exécution indolente ou zélée des ordres donnés. Il s'agit des rapports dans une société qui engendre la division entre ceux qui commandent et ceux qui sont commandés. Même sans nouvelles fusées américaines, le monde peut être anéanti des centaines de fois.

Nous savons très bien pourquoi certains milieux, à l'Ouest, auront toujours intérêt à la militarisation. Ce sont les profits économiques de l'industrie d'armement qui les attirent. Nous sommes conscients de leurs responsabilités, ils nous menacent, nous aussi. Mais ce qui nous menace également, c'est une série de développements encore embryonnaires dans les États du « socialisme réel ». A partir de quel moment un besoin de sécurité maladif peut-il se transformer en danger de guerre ? Quels sont les profits réalisés par l'État, détenteur de l'industrie d'armement, ne serait-ce qu'au travers des ventes aux pays en voie de développement ?

Souvent, la façon dont la question des droits de l'homme est posée par rapport à la question de la paix semble bien abstraite. Cela ressemble parfois à une leçon de morale. Ainsi sortie de son contexte, la question de la paix apparaît toujours comme plus importante que n'importe quel droit, tel celui de voyager, par exemple. Mais cela nous paraît une manière erronée de poser le problème. Jusqu'à quel point le droit de refuser un ordre est-il directement lié à la mise en danger, ou plutôt au maintien de la paix ? Jusqu'à quel point le droit de critiquer ouvertement les tendances à la militarisation constitue-t-il un élément important dans la défense de la paix ?

En ce sens, certains paragraphes de la loi pénale de RDA compromettent la possibilité d'un échange pacifique d'idées et d'informations. Chez nous, un « rassemblement » devant une base de l'armée peut être sanctionné par la peine de mort si l'État juge qu'une telle manifestation constitue un danger particulièrement important pour la force de frappe. Ne pas ouvrir les yeux là-dessus revient à refuser de faire face à la réalité. Comment parvenir à une paix véritable si on ne prend pas pleinement en compte les données de la réalité ? L'Union soviétique ne désire pas la guerre, pas plus que les USA, sans doute — mais un pays pourrait initier la guerre pour prévenir une attaque supposée de l'ennemi.

En RDA, il nous est difficile de nous en tenir à une discussion abstraite sur ce problème. Nous ne pouvons parler de l'humanité sans tenir compte de l'être humain en particulier, de ses possibilités à mettre en œuvre la paix et à l'obtenir de la société dans laquelle il vit. Pour notre part, nous nous heurtons à un fossé qui existe chez nous

entre les déclarations verbales et la pratique du gouvernement. En RDA, l'importance du fait militaire croît d'année en année. C'est dangereux pour la paix.

A Halle, Rochau, Funke et Kathrin Eigenfeld (militants du mouvement pacifiste indépendant de RDA) sont en prison pour avoir écrit un article sur la question de la paix. Les informations sur lesquelles s'appuie cet article proviennent de sources officielles, il ne s'agit pas de secrets d'État. Et ces secrets touchent pourtant un domaine beaucoup plus étendu que chez vous. Pour l'essentiel, les trois de Halle ne font que donner des conseils sur la manière légale de devenir « Bausoldat » ou de refuser le service militaire (1). Mais donner un conseil sur la façon d'utiliser la loi est déjà un délit en soi. Cela s'appelle « faire obstruction aux mesures de l'État ». Voilà ce que nous voulons dire quand nous parlons de menaces pour la paix.

On peut prendre un autre exemple : celui de l'expérience qui s'amorce visant à obliger les femmes à faire leur service militaire. Dans plusieurs villes de RDA, elles ont dû se soumettre ces derniers jours à des examens de capacité au terme desquelles elles reçoivent un livret militaire. On leur dit qu'elles doivent d'ores et déjà se considérer comme des membres de l'armée. Dans l'intérêt de la paix, nous sommes contre de telles mesures et leur opposons notre revendication de démilitarisation de la vie civile. C'est d'ailleurs bien là un domaine où la RDA pourrait et devrait procéder à un désarmement unilatéral sans se trouver désarmée pour autant.

Nous vous le demandons : prêtez attention à ce qui se passe ici. Prenez position à ce propos, comme nous prenons position contre les menaces de guerre américaines. Un intérêt véritable pour ce qui se passe à l'Est est peut-être plus important que des protestations. Il faut bien sûr faire un certain effort pour comprendre la situation ici. Il est aussi vain de chausser des lunettes anticommunistes que d'adopter une attitude d'admiration béate pour progresser dans la réflexion. Vous devez prendre vos distances avec l'une comme avec l'autre position.

Les activités pour la paix dans notre pays portent l'empreinte de divers courants : religieux, socialistes, libéraux-démocrates, radicaux. Les poèmes, les chants, les pièces de théâtre, les tableaux, les photos et les livres politiques jouent un grand rôle chez nous. Et, en particulier, la littérature dont le point de vue critique a contribué à l'émergence du mouvement pacifiste.

Ne nous en veuillez pas de ne pas encore apposer nos noms au bas de cette lettre. Nous ne voulons pas nous mettre en avant en tant qu'individus, mais faire connaître une opinion qui, en dehors de nous, est très répandue dans notre pays.»

Salutations solidaires,

Les amis de la paix de RDA,
octobre 1983.

1) Le service spécial des « Bausoldaten » (« soldats de la construction ») a été instauré en 1964, sous la pression des jeunes chrétiens qui refusaient de porter les armes. Les autorités de RDA considèrent que ce n'est pas un service civil dans la mesure où les conscrits, affectés à des travaux de construction, restent des soldats en uniforme soumis à la même discipline militaire que les soldats réguliers.



Mobilisation de la Campagne pour le désarmement nucléaire en Grande-Bretagne (DR).

tion de Flandres (CVP) était obligé d'exiger un débat parlementaire, plein d'embûches pour lui, afin de geler momentanément ses propres contradictions sur la question des euromissiles. Pour la bourgeoisie, le régime démocratique parlementaire constitue aujourd'hui un handicap réel pour forcer la décision, au moment où « l'opinion publique » est nettement hostile à ses projets militaristes. Il ne s'agit pas seulement de sauvegarder la crédibilité de ce régime. Car comment expliquer que par exemple 80 % de la population est opposée à une décision et qu'un Parlement puisse quand même imposer cette mesure contre la volonté populaire ? Il y a aussi autre chose. Si les partis bourgeois qui ne sont que des regroupements de notables ou des « appareils gestionnaires » au niveau municipal ou national peuvent facilement mener la politique de Reagan suivant les méthodes de celui-ci, il n'en va pas de même pour les partis bourgeois populistes ou inter-

classistes qui organisent en profondeur la population petite-bourgeoise ou ouvrière, notamment par le biais de larges mouvements sociaux ou de syndicats. Cela vaut notamment, dans certains pays, pour certains partis démocrates-chrétiens. L'alignement sur la politique de l'administration Reagan ne brise donc pas seulement le consensus socio-politique établi de longue date par les gouvernements bourgeois dans ces pays, il déstabilise aussi, à long terme, mais avec des effets immédiats, ces liens historiques organisés entre la bourgeoisie et les couches petites-bourgeoises ou populaires.

Le mouvement antimissiles doit être bâti sur une stratégie pour obtenir la victoire. A l'issue de la semaine d'action du 22 au 30 octobre, plusieurs gouvernements bourgeois encourent le risque d'une profonde crise gouvernementale mettant en question l'installation des missiles de l'OTAN. Et même s'ils parviennent à dépasser ce premier obstacle, en adoptant par exemple une décision formelle, il y a un long chemin entre un vote favorable au Parlement ou en Conseil des ministres, et l'application pratique de la décision du déploiement des missiles, face à un mouvement antiguerre aussi puissant et aussi prêt à se mobiliser de nouveau à la moindre alerte.

LES PERSPECTIVES POLITIQUES DU MOUVEMENT ANTIGUERRE

Tout tient désormais à la ligne de conduite du mouvement antiguerre lui-même. Un débat est ouvert un peu partout. Un combat politique doit être mené au sein du mouvement, autour de quatre axes essentiels.

Premièrement, en ce qui concerne l'objectif du mouvement, il s'agit de lutter, encore plus qu'auparavant, pour un refus inconditionnel du déploiement des missiles de l'OTAN en Europe. C'est l'objectif qui unit, qui mobilise, qui rencontre plus que jamais, un sentiment majoritaire dans l'opinion publique. Par ailleurs, il doit permettre à toutes les opinions politiques de s'exprimer démocratiquement sur les autres sujets (vis-à-vis des SS 20, de l'OTAN, de la perspective d'une zone dénucléarisée partielle ou totale en Europe, etc.), mais sans faire de ces autres mots d'ordre un préalable à l'action unitaire. Il est encore plus important d'éviter que le mouvement ne s'enlise dans des compromis qui démobilisent et qui divisent. C'est d'ailleurs là le risque majeur. L'administration Reagan, sachant que les bourgeoisies européennes pourront difficilement affronter leurs populations, sera obligé de les aider à démobiliser le mouvement de masse, en faisant certaines concessions superficielles, sans céder sur l'essentiel. Ces concessions s'appellent : « moratoire », « gel », installation partielle, installation progressive, etc. Une autre solution pourrait être la participation des gouvernements européens aux négociations de Genève, pour mieux faire avaler la pilule. S'il n'est pas question de minimiser des concessions partielles de l'impérialisme, si elles sont

tangibles, il s'agit néanmoins de les analyser comme le résultat de la capacité de mobilisation du mouvement antiguerre, afin de gagner encore plus de forces pour imposer l'objectif de départ.

Deuxièmement, il s'agit de maintenir une stratégie basée sur l'organisation, la sensibilisation et la mobilisation des masses. Ceux qui dans le mouvement, en 1981, se résignaient déjà en disant « nous ne ferons jamais mieux » se sont trompés. S'ils récidivent aujourd'hui, ils se tromperont encore. Si le mouvement d'opinion publique est peut-être à son apogée, le mouvement social, embrassant la classe ouvrière, n'en est, lui, qu'à ses débuts. Or c'est cette force qui est le garant de la victoire. C'est dans sa participation aux mobilisations antiguerre qu'il faut progresser. C'est possible dans les mois qui viennent.

Quelle que soit l'ampleur des initiatives qui pourront être prises en décembre prochain à l'occasion de la tenue du Conseil de l'OTAN, le printemps 1984 devra être un printemps de mobilisation et apporter une riposte cinglante à la politique des gouvernements européens. Car beaucoup d'entre eux devront s'expliquer à ce moment-là devant leurs mandataires lors des élections européennes.

En troisième lieu, le mouvement antiguerre doit développer une politique consciente pour s'unir au mouvement ouvrier organisé, sur la base d'une opposition commune au déploiement des missiles, à l'austérité et aux budgets militaires. « Pas de missiles, des emplois » est un mot d'ordre dont la popularité ne peut que gagner du terrain dans les mois qui viennent.

Finalement, il s'agit de développer une action consciente sur le terrain politique. De ce point de vue, le mouvement oscille fréquemment entre une orientation purement extra-parlementaire un peu primaire qui l'amène à ne pas s'occuper de ce qui se passe au Parlement et à ignorer les partis politiques et un certain suivisme, dès que quelque chose commence à bouger dans les grandes institutions de la démocratie bourgeoise, que ce soit au Parlement, au gouvernement, ou dans les partis politiques traditionnels.

Il faut comprendre que dans plusieurs pays clés en Europe pour la réussite de la politique de Reagan de déploiement des euromissiles, les gouvernements bourgeois droitiers convaincus de la nécessité d'implanter ces missiles subissent cependant une énorme pression populaire qui peut menacer leur stabilité à plus ou moins brève échéance. Exploiter toutes les ouvertures politiques dans les syndicats, dans les partis sociaux-démocrates, mais aussi dans les organisations sociales de masse liées à la démocratie chrétienne, par exemple, peut permettre au mouvement antimissiles de gagner une nouvelle manche après celle d'octobre 1983 et cette fois-ci sur le terrain politique proprement dit.

François VERCAMMEN,
Bruxelles, 7 novembre 1983.

L'intervention US et les problèmes de la révolution

L'INTERVENTION américaine de plus de 6 000 marines a donné un net coup d'arrêt au processus révolutionnaire grenadien. Les répercussions s'en feront ressentir sur les luttes dans tout le bassin de la Caraïbe et plus généralement en Amérique centrale. La convergence qui s'était profilée entre la montée révolutionnaire en Amérique centrale et la radicalisation des luttes dans la Caraïbe a été rompue.

Pour les Etats-Unis existe dès lors la possibilité d'installer à Grenade un régime pro-impérialiste et une base militaire américaine. L'administration Reagan a aussi marqué un premier point dans sa bataille contre le fameux « traumatisme vietnamien ». Elle a déployé un effort de propagande gigantesque — dont mensonges, fausses nouvelles et censure ont constitué la colonne vertébrale — afin de retourner l'opinion publique américaine et de préparer le terrain politique pour une nouvelle offensive militaire en Amérique centrale.

Pourtant, le succès militaire des marines n'est pas sans mettre en évidence de nombreux problèmes. Tout d'abord parce que même la résistance relativement faible rencontrée à Grenade a mis en relief une série de difficultés pour l'impérialisme. Toute résistance prolongée des masses révolutionnaires, au Nicaragua et au Salvador, battraient en brèche l'opération politique et de propagande qui a si bien marché lors de l'occupation de l'île de Grenade. Ensuite, cette intervention américaine directe a attisé les sentiments anti-impérialistes des peuples de toute la région. Enfin, y compris à Grenade, la stabilisation d'un nouveau régime pro-impérialiste n'est pas un objectif obligatoirement aisé à atteindre à court terme pour les USA. L'occupation militaire peut durer. Dès maintenant, l'annonce du maintien des troupes d'occupation pour une longue période, le report des élections d'une année au moins, les opérations de ratissage contre les militants et sympathisants du New Jewel Movement (NJM), le quadrillage militaire de l'île, le nombre des victimes grenadiennes civiles faites par les combats, sont autant d'éléments qui contribueront à réduire le profit politique tiré par les USA de leur succès militaire. N'étant nullement disposés à hypothéquer l'avenir, ces derniers ne pourront que s'acoquiner avec les anciens partisans de la dictature d'Eric Gairy — les « mangoustes » participant déjà, d'après certaines informations, à la répression dans l'île — et revenir sur les principaux acquis sociaux et démocratiques des masses populaires. L'exemple de la Jamaïque où la CIA avait contribué à remettre en selle Edward Seagua est là pour montrer qu'une telle politique n'entraîne ni l'engouement populaire ni un assainissement de la situation économique, même si les Etats-Unis y consacrent

des millions de dollars. Corruption, prostitution, pauvreté, chômage et répression seront assez rapidement l'essentiel du bilan d'un régime à la botte de l'impérialisme, à Grenade. La présence des forces d'occupation ne fera que raviver un sentiment anti-impérialiste dont les affrontements au sein du NJM, et plus précisément l'assassinat de Maurice Bishop, ont freiné l'expression lors de l'intervention US.

En effet, c'est principalement la profonde démoralisation des masses grenadiennes à la suite de la mort de Bishop et des principaux dirigeants du NJM et des mesures anti-démocratiques prises par les militaires de l'équipe du général Hudson Austin, qui expliquent l'apparente « neutralité » d'une partie de la population face à l'intervention US. La population grenadienne ne se reconnaissait à l'évidence plus dans l'équipe du Conseil militaire révolutionnaire (CMR). Tandis que le déséquilibre des forces face aux milliers de marines US ne laissait guère la possibilité d'une réaction indépendante des masses dont la mobilisation en soutien à Bishop, le 19 octobre, avait connu un échec sanglant. Les manifestations spontanées de ce jour-là semblent d'ailleurs avoir été la seule intervention des masses populaires dans le conflit qui traversait le Comité central (CC) du NJM sur des questions d'organisation de la direction du Parti et de l'Etat, depuis plus d'un an. Les divergences opposant Bishop et ses partisans à la majorité du CC du NJM n'ont d'ailleurs jamais été rendues publiques. Or, dans le CC du NJM se discutaient justement de grandes questions concernant l'avenir du peuple grenadien. Elles devaient être débattues ouvertement. Les organisations de masse devaient s'en emparer. C'était-là, le seul moyen de les faire se sentir responsables. La conception du NJM, aussi bien au plan du débat interne que dans ses rapports avec les masses manifestait là, toutes ses insuffisances. C'était le talon d'Achille de la révolution. Et c'est à juste titre qu'une diplomate de l'ambassade cubaine à Saint-Georges, Gail Reed, responsable des relations avec la presse, devait affirmer : « La révolution grenadienne est morte, mais ce ne sont pas les Américains qui l'on tuée, ce sont ses propres dirigeants ». (Citée par *Libération* des 5 et 6 novembre 1983).

Certes, une série de difficultés objectives existaient. Comme dans beaucoup de pays dominés, mais à un degré exceptionnel dans cette région du monde, le poids social de la petite bourgeoisie était déterminant dans la société grenadienne. L'immense majorité de la population était constituée de petits propriétaires individuels (paysans ou boutiquiers). Pour eux, la révolution, qui n'a pas donné lieu à une mobilisation de masse aussi ample et profonde qu'à Cuba ou au Nicaragua, a signifié avant tout, avec la chute de la

dictature, une plus grande liberté et de vastes progrès dans la satisfaction des besoins sociaux du peuple (santé, éducation, alimentation, transport, etc.). Ce sont donc les objectifs démocratiques et immédiats du processus révolutionnaire, plus nettement que sa dynamique socialiste et anticapitaliste qui non seulement mobilisèrent les masses — ce qui est somme toute assez logique — mais marquèrent leur niveau de conscience, leurs formes de mobilisation et leur compréhension même de la révolution. La quasi-absence d'un prolétariat industriel a marqué fortement les rythmes de radicalisation des masses et a limité le développement de la dynamique socialiste et ouvrière du processus révolutionnaire. Les formes de démocratie de masse portaient elles aussi les caractéristiques propres de ce processus original. La participation aux assemblées de village, ou aux comités de districts pour débattre des meilleurs moyens de satisfaire au niveau local les besoins sociaux des masses est, à n'en pas douter, une expérience pleine d'enseignements et politisante pour les masses, mais son contenu est moins riche que le produit d'une expérience de gestion ouvrière de la production industrielle et de participation aux formes d'organisations indépendantes des travailleurs qui l'accompagnent. La compréhension même des tâches de défense de la révolution face à l'impérialisme ne pouvait pas se poser dans des termes identiques à celles d'un pays comme le Salvador ou le Nicaragua où les masses populaires gardent en mémoire l'expérience d'une lutte directe contre les interventions des USA ou contre les oligarchies locales qui leur étaient liées. De ce point de vue, la révolution grenadienne était le point faible de la chaîne des processus révolutionnaires en cours dans la région. Et s'il ne faut pas en tirer un déterminisme sociologique absurde, il convient, néanmoins de comprendre que les rythmes d'évolution de la conscience de classe, de l'organisation et de la mobilisation des masses populaires, y compris dans le domaine militaire, dans un tel environnement social et culturel, posaient les problèmes de leur inadéquation avec ce qui était rendu nécessaire par la défense du processus révolutionnaire contre l'agression d'un impérialisme tout puissant. Problèmes que la direction du NJM n'a pu résoudre positivement. Cela ne dément pas le fait que c'est la désorientation des masses grenadiennes par l'action de l'équipe du général Austin, qui a pavé la voie à l'intervention impérialiste US.

Maintenant, après une telle défaite militaire et politique pour les masses grenadiennes, la recomposition d'une direction révolutionnaire prendra du temps car elle devra, par-delà la répression et la démoralisation, renouer le contact avec les masses populaires grenadiennes, reconstituer des réseaux militants, et relancer la lutte contre le régime fantoche que l'impérialisme va installer à Saint-Georges. La solidarité internationale pour obtenir le retrait immédiat des troupes impérialistes d'occupation et pour organiser le soutien aux mobilisations des masses populaires en défense de leurs acquis démocratiques et sociaux sera un élément indispensable de ce combat.

Vincent KERMEL,
12 novembre 1983.

L'analyse du gouvernement et du Parti communiste cubains sur la situation à Grenade

DES le 20 octobre le gouvernement et le Parti communiste cubains, adoptaient une déclaration publique après l'assassinat de Maurice Bishop et de ses ministres, et quelques jours avant le débarquement américain à Grenade. Celle-ci fixe l'orientation maintenue par la direction cubaine face aux dangers d'agression impérialiste directe à Grenade, tout en marquant clairement une prise de distance et même un désaveu politique devant les agissements des successeurs de Bishop à la tête de l'État grenadien. C'est cette déclaration que nous publions *in extenso* ci-après sur la base de la traduction de l'agence de presse cubaine *Prensa Latina*.

Le 26 octobre, le gouvernement et le Parti communiste cubains communiquaient aux journalistes en poste à La Havane, une déclaration datée du 25 octobre, rappelant leur position sur les événements à Grenade, au fur et à mesure qu'ils se développaient et rendant publics les échanges de communiqués, tant avec l'ambassadeur cubain à Grenade, qu'avec le gouvernement américain pour prévenir l'intervention US. Cette note-circulaire précise qu'« à la suite de la mort de Bishop et des déclarations de Cuba, les rapports avec la nouvelle direction de Grenade étaient extrêmement froids et dans une certaine mesure tendus. Mais nous n'étions aucunement disposés, en ce qui nous concerne, à faire le jeu de l'impérialisme et à abandonner le peuple de Grenade en suspendant notre collaboration et le travail de nos bâtisseurs médecins, enseignants et autres spécialistes. De même, nous n'avons pas suspendu immédiatement l'aide des conseillers militaires et de sécurité. Les rapports ultérieurs avec la direction nouvelle seraient déterminés par l'attitude des nouveaux dirigeants, leur politique intérieure et extérieure, et l'espoir que le processus révolutionnaire pourrait être sauvé, bien que cela n'apparaisse possible que grâce à un miracle de sagesse et de sérénité des Grenadiens eux-mêmes et du mouvement progressiste international. »

La même circulaire poursuit : « Les relations avec le nouveau gouvernement restaient à définir, mais, indépendamment des raisons précédemment rappelées de notre collaboration avec le peuple de Grenade, à partir du moment où l'on annonçait l'avance de puissantes forces navales américaines vers Grenade, il était moralement impossible d'envisager l'évacuation du personnel cubain de Grenade. D'autre part, la nouvelle direction grenadienne, devant le danger imminent d'invasion, sollicitait notre collaboration au nom de la sécurité de la patrie, collaboration qu'il n'était pas facile d'accorder après les événements intervenus dans le pays. De nombreux messages furent échangés entre Cuba et notre représentation à Grenade, qui transmettait à son tour les demandes grenadiennes. Face à l'imminence de l'agression, le samedi 22 octobre, le camarade Fidel envoya à Grenade le message suivant : " Je considère qu'il serait hautement démoralisant et déshonorant pour notre pays devant l'opinion mondiale, d'organiser une évacuation immédiate de notre personnel au moment où s'approchent les navires de guerre américains. Une agression yankee contre nous et nos collaborateurs à Grenade peut se produire à n'importe quel moment au Nicaragua contre nos professeurs, techniciens et médecins, en Angola contre nos troupes et notre personnel civil, et même à Cuba. Nous devons être constamment préparés à maintenir un moral des plus élevés face à ces douloureuses possibilités. Je comprends à quel point il peut être amer pour vous comme pour nous, ici même, de risquer la vie de nos compatriotes à Grenade après les grossières erreurs du Parti grenadien et les faits tragiques qu'elles ont provoqués, mais notre position a été limpide et dignement éclaircie, de sorte qu'elle a été accueillie partout avec respect.

Ce n'est pas à ceux qui gouvernent aujourd'hui à Grenade que nous devons pensons maintenant, mais à Cuba, à son honneur, à son peuple et à son moral combattant. " »

Cette clarté et cette fermeté dans l'épreuve sont bien un exemple de dignité révolutionnaire et d'engagement internationaliste. Le message de Fidel Castro du 22 octobre, se concluait par un communiqué « à transmettre oralement à Austin » et dans lequel on peut lire, en réponse aux demandes des militaires grenadiens : « — Que notre force, composée fondamentalement de collaborateurs civils est trop petite pour être considérée comme un facteur d'importance militaire face à une invasion à grande échelle des États-Unis; — que la situation politique créée au sein du pays par le divorce avec le peuple en raison de la mort de Bishop et d'autres dirigeants, l'isolement extérieur, etc., affaiblissent considérablement les capacités défensives du pays, comme résultat logique des graves erreurs commises par les révolutionnaires grenadiens. Qu'en raison de cette situation, les conditions politiques et militaires actuelles sont les pires pour organiser une résistance solide et efficace contre les envahisseurs, résistance, pratiquement impossible sans la participation du peuple. Qu'ils doivent chercher toute manière de parvenir à la réconciliation avec le peuple, l'une d'elle étant peut-être de clarifier les circonstances de la mort de Bishop et des autres dirigeants et de sanctionner les responsabilités en ce domaine;

— que le gouvernement grenadien peut tenter d'éviter tout prétexte à l'intervention en offrant et réitérant publiquement les garanties de sécurité et les facilités totales pour l'évacuation du personnel américain, britannique, etc.;

— que cependant, si l'invasion se produit quand même, il est de leur devoir de mourir en combattant, si difficiles et désavantageuses que soient les circonstances;

— que le personnel cubain a l'ordre de rester dans ses campements et de continuer les travaux de l'aéroport; qu'il adoptera des mesures défensives et fortifiera si possible les lieux pour faire face à une agression surprise de l'extérieur (...) »

La circulaire datée du 25 octobre poursuit le récit des événements en précisant que le gouvernement de Grenade a continué néanmoins à « insister sur des projets qui étaient à notre avis à certains égards irréalistes et apolitiques. Ils entendaient, y compris, signer un accord formel sur ce que devrait faire chaque partie (cubaine et grenadienne) sur le terrain militaire et prétendaient subordonner le personnel de construction et les collaborateurs cubains à l'armée grenadienne. »

Aussi, un nouveau message fut-il envoyé dans l'après-midi du 24 octobre à la direction grenadienne, précisant que « la représentation et le personnel cubains s'en tiendront strictement aux instructions du parti et du gouvernement cubains : combattre s'ils sont attaqués dans leurs campements et leurs zones de travail ».

Enfin, l'invasion impérialiste ayant été déclenchée, la circulaire du 25 octobre rapporte : « Tout au long de la journée du mardi 25, le peuple de Cuba a été tenu informé avec le plus de détails possible des combats et de la résistance héroïque et résolue des travailleurs et collaborateurs cubains, qui n'avaient pratiquement pas eu le temps de faire des tranchées ni des fortifications sur un terrain rocheux, face à une attaque navale, aérienne et terrestre de troupes d'élite américaines. Le peuple connaît le message échangé entre le commandant en chef et le colonel Tortolo, dirigeant le personnel cubain à Grenade. Ce chef, qui n'était dans le pays que depuis 24 heures, pour une visite de travail, a écrit dans notre histoire moderne une page digne d'Antonio Maceo. »

Rappelant enfin le message en dix points adressé par le gouvernement cubain à celui des Etats-Unis, le 25 octobre au matin, dénonçant l'intervention US et l'attaque des campements des travailleurs cubains à Grenade, la déclaration rendue publique le 26 du mois conclut : « Grenade peut devenir pour les impérialistes yankees en Amérique latine ce

que fut la Moncada pour la tyrannie de Batista à Cuba. Gloire éternelle aux Cubains tombés et à ceux qui ont lutté et luttent encore, en défense de leur honneur et de leurs principes, de leur travail internationaliste, de leur patrie et de leur propre intégrité personnelle menacée par l'attaque impérialiste imparadonnable et criminelle. La patrie ou la mort ! Nous vaincrons !

Ce qui devient clair maintenant, c'est que depuis des semaines, peut-être des mois, un profond conflit s'était déclaré au sein du parti gouvernant de Grenade.

Lorsque Maurice Bishop, principal dirigeant du parti et Premier ministre de Grenade, a fait une brève escale d'à peine 36 heures, à Cuba, entre le soir du 6 octobre et le matin du samedi 8 octobre, après avoir effectué des visites officielles en Hongrie et en Tchécoslovaquie, il n'a pas fait la moindre référence dans ses conversations avec le camarade Fidel Castro et d'autres dirigeants cubains, aux sérieux différends et divergences qui se déroulaient à l'intérieur du New Jewel Movement (NJM), nom sous lequel on connaît le parti dirigeant de son pays, donnant ainsi une grande preuve de dignité et de respect envers son parti et envers Cuba. Tous les sujets de conversation tournaient autour de la collaboration de Cuba avec Grenade, des démarches de coopération réalisées par la délégation grenadienne en Hongrie et en Tchécoslovaquie, dont les résultats lui donnaient une large satisfaction, ainsi qu'autour d'autres sujets internationaux.

Vendredi 7 octobre, Fidel Castro accompagnait Bishop dans une visite d'importantes installations en construction à Cienfuegos, lui montrant l'avancée de nos plans de développement et l'excellente attitude de nos travailleurs avec lesquels les deux ont conversé.

Manifestation anti-impérialiste à Grenade (DR)



Quelques jours plus tard, soit le mercredi 12 octobre, notre ambassade à Grenade nous a informés de la surprenante et désagréable nouvelle que de profondes divisions s'étaient produites au sein du Comité central du parti de Grenade. Au cours de la matinée de ce jour-là, Bishop lui-même communiquait (à l'ambassade) les différends suscités depuis quelques temps. Il disait qu'on essayait de les discuter et d'y trouver une solution, mais qu'il ne s'était jamais imaginé la gravité que ceux-ci allaient prendre durant son absence. Il parlait simplement des différends, mais ne demandait aucune opinion, ni de la coopération de notre part, en vue de les surmonter, faisant, encore une fois, preuve de son grand respect à l'égard de la politique internationale de Cuba et à l'égard des affaires internes de son propre parti.

Au cours de l'après-midi du même jour, on a appris que les adversaires de Bishop avaient réussi à obtenir la majorité au sein du Comité central du parti, ainsi que dans l'appareil politique de l'armée et de la sûreté, et que Bishop avait été destitué de sa fonction dans le parti et assigné à résidence.

Puisqu'il s'agissait d'un problème purement interne, le parti et le gouvernement de Cuba ont, malgré notre amitié pour Bishop, et notre confiance en son intégrité et en sa capacité de direction, donné à leurs représentants à Grenade

des instructions pour qu'il s'abstienne totalement — suivant en cela parfaitement les principes et les normes de la politique internationale de Cuba — de se mêler aux affaires internes du parti et de Grenade.

Des nouvelles continuaient alors à arriver sans cesse de notre ambassade, pendant les jours suivants, sur les positions et les arguments des deux parties impliquées dans le conflit. Il y avait, en réalité, à notre avis, plutôt que des conflits de fond, des conflits des personnalités et de conceptions sur les méthodes de direction desquels d'autres facteurs subjectifs n'étaient pas non plus absents.

Samedi 15 octobre, le camarade Fidel Castro envoyait un message au Comité central du NJM, y exprimant en toute clarté la position de Cuba, guidée par le principe de s'abstenir absolument de se mêler des affaires internes du parti et du pays. Il exprimait en même temps, sa profonde préoccupation du fait que la division surgie puisse nuire considérablement à l'image du processus révolutionnaire de Grenade, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, qu'à Cuba même, où Bishop était hautement apprécié, il ne serait donc pas facile d'expliquer les faits et qu'il nourrissait l'espoir que les difficultés pouvaient être surmontées avec le maximum de sagesse, de sérénité et de loyauté envers les principes et la générosité.

La préoccupation de Cuba était au fond celle d'éviter que les événements ne prennent un caractère de confrontation, de violence et un caractère sanglant. Ce message exprimait également que la collaboration de Cuba serait maintenue comme un engagement envers le peuple de Grenade, indépendamment des changements qui se seraient produits dans la direction du parti et du pays, puisqu'il s'agissait d'une question purement interne.

Pendant plusieurs jours, la situation restait dans une impasse. Une solution honorable, intelligente et pacifique semblait à certaines occasions pouvoir être trouvée. Il était clair que le peuple était en faveur de Bishop et réclamait sa présence.

La presse occidentale lançait toute sorte de spéculations sur les événements. Nous ne disions pas un seul mot pour éviter que nos déclarations publiques puissent apparaître comme une ingérence dans les affaires internes de Grenade, étant donné nos relations étroites, vastes et fraternelles avec ce pays frère. Nous avons ainsi rempli rigoureusement nos principes de respect à l'égard des affaires internes des partis et pays frères.

Hier, le 19 octobre, des nouvelles commençaient à arriver pendant la matinée, suivant lesquelles les travailleurs s'étaient mis en grève et le peuple s'était lancé dans la rue en faveur de Bishop.

Une grande foule de manifestants arrivait ainsi jusque chez lui où elle l'a libéré de son assignation à résidence.

Il semble — mais les informations sont encore imprécises — qu'une installation militaire avait été occupée par le peuple. L'armée aurait alors envoyé du personnel dans cette zone et aurait tiré sur les manifestants, dit-on, laissant un bilan de morts et de blessés. L'armée aurait repris l'installation et arrêté de nombreuses personnes. Il n'y avait alors aucune nouvelle sur le sort de Bishop et des autres dirigeants qui étaient restés avec lui.

C'est durant les heures de l'après-midi qu'on a appris le dénouement dramatique. Un communiqué officiel annonçait la mort de Maurice Bishop, Premier ministre, de Unison Whiteman, ministre des Affaires étrangères, de Jacqueline Creft, ministre de l'Éducation, de Vincent Noel, premier Vice-président de la centrale syndicale de Grenade, de Norris Bain, ministre du Logement, et de Fitzroy Bain, secrétaire général du Syndicat des ouvriers agricoles. La façon réelle dont Bishop et les autres dirigeants sont morts n'a pas encore pu être précisée avec exactitude.

Bishop était un des leaders politiques qui jouissaient le plus de sympathie au sein de notre peuple, à cause de son talent, de sa simplicité, de sa sincérité, de son honnêteté révolutionnaire et de son amitié prouvée envers notre pays. Il jouissait en outre, d'un grand prestige international, et la nouvelle de sa mort a ému la direction de notre parti et nous rendons l'hommage le plus profond à sa mémoire.

C'est malheureusement à ce drame sanglant que les divisions entre les révolutionnaires grenadiens ont abouti.

Aucune doctrine, aucun principe ou position proclamée révolutionnaire et aucune division interne ne justifient des procédés aussi atroces que l'élimination physique de Bishop et du groupe connu de dirigeants honnêtes et dignes, morts hier.

La mort de Bishop et de ses camarades doit être éclaircie, et s'ils ont été exécutés de sang-froid, les coupables méritent d'être sanctionnés de façon exemplaire.

L'impérialisme essaiera maintenant d'utiliser cette tragédie et les graves erreurs commises par les révolutionnaires grenadiens, pour balayer le processus révolutionnaire à Grenade et la mettre à nouveau sous la domination impériale et néocolonialiste.

La situation est extrêmement difficile et complexe. Seul un miracle de bon sens, d'impartialité et de sagesse de la part des révolutionnaires grenadiens et de sérénité dans la réaction et dans les faits du mouvement progressiste mondial, pourront encore sauver le processus.

Aucun pas ne doit être franchi qui pourrait aider l'impérialisme dans ses plans. Beaucoup de médecins, de maîtres d'école, de techniciens de diverses spécialités et des centaines de constructeurs cubains se trouvent à Grenade, où ils col-

laborent à des services essentiels pour le peuple et au développement de travaux qui sont vitaux pour son économie.

Bien que profondément amers à l'égard de ces faits, nous ne nous précipiterons nullement à faire un pas relatif à la collaboration technique et économique, qui pourrait affecter les services essentiels et les intérêts économiques vitaux du peuple de Grenade, envers lequel nous avons des sentiments chers d'admiration et de sympathie sincère.

Après le tragique dénouement d'hier, nous suivrons attentivement le déroulement des événements et nous nous en tiendrons au strict principe de ne pas nous ingérer dans les affaires internes de Grenade, et nous tiendrons compte, par-dessus tout, des intérêts du peuple grenadien, en ce qui concerne

la collaboration économique et technique, si cela est possible dans la nouvelle situation. Mais quant à nos relations politiques avec les nouveaux responsables de la Grenade, elles devront être soumises à une sérieuse et profonde analyse.

Néanmoins, si le processus révolutionnaire grenadien peut se préserver, nous ferons le possible pour l'aider. Si seulement les faits douloureux qui sont survenus faisaient réfléchir profondément tous les révolutionnaires de Grenade et du monde et si seulement l'emportait le concept qu'aucun crime ne peut être commis au nom de la révolution et de la liberté.

■
Déclaration du Parti communiste
et du Gouvernement révolutionnaire
de Cuba.

La Havane, 20 octobre 1983.

Solidarité avec le peuple de Grenade

Les mobilisations les plus importantes contre le débarquement américain à Grenade ont eu lieu à Cuba et au Nicaragua, où une manifestation de 30 000 personnes s'est tenue le jour même de l'agression, le 25 octobre. De leur côté, les révolutionnaires salvadoriens ont dénoncé cette intervention comme un « *nouveau pas, de loin le plus important, dans l'escalade de l'intervention* » impérialiste.

Des initiatives de protestation immédiates ont eu lieu dans plusieurs pays d'Amérique latine, comme à Buenos Aires en Argentine ou Sao Paulo au Brésil. Les plus importantes ont été organisées au Mexique, en République dominicaine et dans le reste de la Caraïbe. A Mexico, 10 000 manifestants se sont rassemblés, dès le 26 octobre, à l'appel de plusieurs organisations, dont le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale. A Saint-Domingue, des milliers de jeunes et de travailleurs se sont massés devant l'ambassade américaine et une vingtaine d'étudiants ont été blessés lors d'affrontements avec la police, le 26 octobre. Dans la Caraïbe, le Groupe révolution socialiste (GRS), section antillaise de la IVe Internationale, a organisé un rassemblement de 300 personnes à Fort-de-France, en Martinique, dès la matinée du 26 octobre, d'autres initiatives ont eu lieu ensuite à l'appel du GRS, des partis communistes martiniquais et guadeloupéen, et d'autres organisations anti-impérialistes, aussi bien à la Martinique qu'à la Guadeloupe. De nombreuses condamnations de l'intervention US ont été émises par des organisations syndicales ou anti-impérialistes à la Jamaïque, à Panama, à Saint-Vincent, en Guyane...

Au Canada, 2 000 manifestants ont participé à une marche en direction du Consulat américain de Toronto et diverses initiatives ont eu lieu à Vancouver ou Montréal. La protestation la plus importante aux Etats-Unis s'est déroulée à New York, le lendemain de l'invasion de Grenade : 4 000 personnes ont manifesté devant le siège de l'Organisation des Nations-Unies (ONU). D'autres actions auxquelles participait le Socialist Workers Party (SWP), manifestations, conférences ou meetings ont été organisées dans plusieurs villes des Etats-Unis.

En Europe, 4 000 manifestants se sont rassemblés, le 26 octobre à Paris, devant l'ambassade américaine et ont ensuite manifesté. Ils se répartissaient également entre un cortège de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IVe Internationale et des comités de solidarité avec l'Amérique latine et un autre comprenant le Parti communiste français (PCF). Des initiatives ont eu lieu dans plusieurs villes de province. En Grande-Bretagne, un piquet d'environ 500 personnes s'est formé devant l'ambassade américaine, chaque soir à partir du jour de l'invasion. Le 29 octobre se tenait un rassemblement dans le quartier de Brixton, où vivent de nombreux immigrés des îles de la Caraïbe, un millier de personnes y ont participé. Tony Benn, du Parti travailliste, plusieurs dirigeants syndicaux, des représentants de l'ambassade du Nicaragua en Grande-Bretagne et du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) y ont pris la parole.

De même des manifestations de plus de mille personnes ont eu lieu à Amsterdam aux Pays-Bas, de plusieurs centaines de personnes à Copenhague au Danemark, d'un millier à Bruxelles, de 5 000 à Madrid et de plusieurs centaines à Milan.

Riposte populaire au gouvernement de Belaunde Terry

Plus d'un million de travailleurs en grève le 27 septembre

La grève générale du 27 septembre dernier, huitième du genre depuis celle du 19 juillet 1977, a mobilisé plus d'un million de travailleurs sur une population totale d'environ 18 millions d'habitants et s'est soldée à nouveau par plusieurs morts et des centaines d'arrestations dont celles de deux militants du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT- section péruvienne de la IVe Internationale), Julio Zevallos et Sabino Arcos. Comme les précédentes actions d'ampleur nationale, cette grève était organisée par un « commandement unitaire » regroupant autour de la Confédération générale des travailleurs péruviens (CGTP), principale centrale syndicale dirigée par la coalition de la Gauche unie (Izquierda Unida, IU) (1), des centrales de moindre importance comme la Centrale des travailleurs de la révolution péruvienne de Lima (CTRP) scission de la CTRP nationale, organisation créée à l'origine sous les auspices du régime du général Juan Velasco Alvarado dans les années 1970, une fraction majoritaire de la Confédération nationale des travailleurs (CNT) démocrate-chrétienne, des organisations paysannes comme la Confédération paysanne du Pérou (CCP), la Confédération nationale agraire (CNA), la Confédération générale des *pobladores*, les bidonvilles, du Pérou (CGPP), la Fédération des étudiants péruviens (FEP) et diverses organisations populaires. Mais, en septembre dernier, la grève eut aussi l'appui des Fronts de défense des intérêts du peuple de Huancayo, Puno et Cuzco (2). L'action était aussi soutenue par les partis politiques de gauche comme la coalition Izquierda Unida (IU), le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), etc.

La plate-forme de la mobilisation s'articulait autour de deux axes fondamentaux, comprenant des revendications liées à la situation économique et sociale et d'autres relatives à la lutte contre la répression et le durcissement du régime du président Belaunde Terry. Les grévistes réclamaient donc le blocage des prix des produits de première nécessité, une augmentation générale des salaires, leur ajustement automatique sur les prix, l'arrêt des fermetures d'entreprises, des réductions de personnel et la fin du processus de privatisation des entreprises publiques. Dans le domaine des revendications démocratiques étaient réclamée la suspension de l'état d'urgence et de la « loi antiterroriste » qui instituent le délit d'opinion et un régime d'exception permettant notamment à la police d'arrêter et d'interroger pendant quinze jours toute personne considérée comme suspecte sans avoir à la présenter devant un juge d'instruction, ce qui revient en fait à légaliser l'autorisation de quinze jours de tortures pour faire avouer les personnes soupçonnées. Ces dispositions accordent une totale impunité aux forces répressives et facilitent les arrestations arbitraires de dirigeants du mouvement ouvrier et syndical.

Cette grève générale est intervenue dans une situation marquée par la multiplication des actions de grève localisées comme celle des employés de banques, des travailleurs des mines de cuivre, de la société Pescaperu, des médecins des hôpitaux d'Etat, etc. Elle avait été aussi précédée par un processus de regroupement des forces ouvrières et populaires avec notamment la tenue à Lima le 22 septembre d'une Assemblée populaire qui a réuni les fédérations et organisations syndicales nationales, les syndicats de branche, les organisations de quartiers et celles des étudiants, les maires et élus de gauche et les organisations politiques de gauche pour préparer la grève. La première disposition de cette réunion fut d'organiser une manifestation le 23 septembre qui, malgré la présence policière,



Cortège de la CGTP, un premier mai à Lima (DR).

réussit à traverser les principales artères de Lima et à se rendre devant le Parlement.

Toutefois, la préparation de cette grève nationale a suscité un vif débat dans la CGTP et parmi les organisations du mouvement ouvrier. Alors que toutes les grèves nationales précédentes portaient la dénomination de *Paros nacionales unitarios* grèves nationales unitaires, ou même pour celle du 10 mars dernier, l'appellation de « grève ouvrière, paysanne, étudiante et populaire », terminologie exprimant une claire délimitation ouvrière et populaire de l'action, l'IU proposa que la grève du 27 septembre soit appelée *Paro civico nacional* et rassemble non seulement les organisations de masse de la gauche ayant déjà participé aux actions des années précédentes, mais aussi les partis bourgeois d'opposition, autrement dit l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA), la Démocratie chrétienne, etc. Elle voulait ainsi fixer comme objectif à la mobilisation populaire d'exercer une pression sur les secteurs démocratiques d'opposition et sur le gouvernement afin de l'amener à modifier sa politique.

La réponse des secteurs « lutte de classe » à l'intérieur de la CGTP, dont les militants du PRT, rappela qu'il était possible d'accepter des actions de front uni ponctuel avec des secteurs bourgeois d'opposition à condition que cela n'implique nullement la réduction des objectifs et revendications de la mobilisation. Et dans ce cas concret, il s'agissait de lutter pour le renversement de ce gouvernement et non pas de se contenter de pressions. Les secteurs radicaux du mouvement syndical ont donc proposé d'impulser au-delà de la grève nationale un plan national de lutte et la constitution d'une direction unitaire nationale pour le mener à bien, la réunion dans toutes les villes importantes du pays d'Assemblées populaires à l'image de ce qui s'est fait à Lima, la convocation d'une Assemblée populaire nationale regroupant l'ensemble de ces organisations, et la préparation d'une nouvelle grève générale contre le gouvernement. La polémique au sein du mouvement ouvrier fut en

partie tranchée par le fait que la grève ne fut finalement soutenue par aucun secteur bourgeois. L'APRA laissa ses militants « libres » de participer à l'action, mais la Centrale des travailleurs du Pérou (CTP) qu'elle contrôle s'opposa à la participation, malgré des querelles internes à ce sujet. Cependant, la défection de la CTP amena le Comité d'organisation à renoncer à son objectif initial de 48 heures de grève et à adopter celui d'une grève de 24 heures.

Nicolas LUCAR

La grève nationale du 27 septembre dernier a eu lieu au moment même où le ministre de l'Economie, Carlos Rodriguez Pastor, ancien haut fonctionnaire de la banque privée américaine Wells Fargo Bank, venait de renégocier une dette extérieure qui dépasse 14 milliards de dollars avec le Fonds monétaire international (FMI). Cet accord implique une diminution radicale des dépenses publiques, une dévaluation monétaire « contrôlée » (elle atteindra les 100 % pour 1983), le maintien d'une inflation annuelle supérieure au taux de 125 %, une politique de contrôle des salaires, la fermeture ou la privatisation de nombreuses entreprises publiques... Dans le seul cas de l'entreprise étatique de conserverie de poissons, la Pescaperu, largement démantelée par la fermeture prévue de deux tiers de ses 36 usines, ces mesures impliquent déjà 4 200 licenciements immédiats, sur un total de 6 000 travailleurs.

UN ARSENAL JURIDIQUE ANTI-OUVRIER

Toute cette politique se traduit sur le plan social par l'adoption d'une série de lois réactionnaires, dont trois sont tout spécialement des agressions directes contre le mouvement ouvrier. La première d'entre elles est précisément une loi de privatisation des entreprises publiques qui va signifier la fermeture pure et simple des entreprises d'Etat dans certains cas, leur vente aux multinationales dans d'autres. La décision sera prise par l'exécutif gouvernemental sans même une consultation du Parlement. La deuxième loi vise directement le droit de grève. S'il n'existe pas de législation explicite sur la garantie du droit de grève, soixante ans de luttes du mouvement ouvrier ont imposé une sorte de « jurisprudence » en la matière, et ce droit est reconnu par la Constitution. Sans remettre en cause ouvertement le droit de grève, le gouvernement de Belaunde Terry veut néanmoins le rendre inapplicable dans les faits. D'une part, pour qu'une grève soit reconnue légale, la décision devra dorénavant être approuvée par au moins 75 % des travailleurs de l'entreprise concernée, syndiqués ou non. D'autre part, cette approbation doit être vérifiée tous les deux jours par un huisier, avec vérification individuelle des noms, du livret électoral, de l'adresse et de la signature de chaque gréviste. Enfin, la décision sur la légalité ou l'illégalité de la grève revient au seul ministère du Tra-

Ecrite au moment du déroulement de la grève générale péruvienne, l'article que nous publions ci-dessous analyse le contexte de la politique économique et sociale du gouvernement de Fernando Belaunde Terry et la nature de l'échéance des élections municipales du 13 novembre prochain, que les sondages d'opinion présentent comme devant être une importante défaite pour les partis politiques au pouvoir et un succès pour l'APRA et l'IU.

vail. Dans le cadre de cette loi, les grèves de solidarité sont interdites, de même que les grèves par branche d'industrie, et elles ne peuvent en aucun cas durer plus de trente jours !

La troisième loi, sur la garantie de l'emploi, a déjà une longue histoire. Il existait en effet une loi selon laquelle la garantie de l'emploi ne peut intervenir qu'après une période d'essai de 90 jours. Au terme de cette période, le droit de se syndiquer est reconnu au travailleur ainsi que la possibilité de bénéficier de la sécurité sociale et de divers avantages sociaux. Cette disposition a été modifiée par la loi 22 126 déjà en vigueur à l'heure actuelle et qui allonge la période d'essai de 90 jours à 36 mois, soit trois ans ! Cela implique un affaiblissement brutal des syndicats puisque pendant trois ans, les travailleurs « à l'essai » n'auront pas le droit de se syndiquer. Les travailleurs n'auront pas non plus le droit à la sécurité sociale, auront un salaire inférieur au minimum vital légal et seront dans la plupart des cas licenciés avant l'échéance fatidique des trois ans, sans pouvoir réclamer aucun droit. Mais cette nouvelle loi va elle-même être remplacée par une autre encore plus réactionnaire d'après laquelle il n'y aurait plus de garantie de l'emploi reconnue aux travailleurs, seul le poste de travail lui-même étant « garanti ». Ainsi tout travailleur, qu'il soit employé depuis trois mois, trois ans, ou trente ans pourra être licencié n'importe quand arbitrairement, à la seule condition que le patron s'engage à le remplacer à son poste de travail. C'est donc à la fois un coup terrible aux conditions de vie des travailleurs (alors que le taux de chômage et de sous-emploi atteint déjà 59 % de la force de travail), mais aussi une tentative explicite non plus d'affaiblir, mais de détruire les organisations syndicales.

La crise économique a atteint des dimensions catastrophiques. Le pays se disloque alors que la priorité du gouvernement reste le paiement des intérêts de la

dette extérieure. A l'inflation galopante s'ajoute une récession économique sans précédent (3). Au premier semestre de cette année, la production industrielle a baissé de 13 % en moyenne. L'industrie est soumise à un projet de modernisation afin, prétend le gouvernement, de mieux s'intégrer dans le marché mondial. Cela signifie en fait que le gouvernement s'est ouvertement rangé du côté de la défense des intérêts du capital multinational et de l'impérialisme. Il a ouvert le marché intérieur à la concurrence étrangère en abaissant les taxes à l'importation à un taux minimum. Le taux d'intérêt touché par les banques atteint les 180 % par an, alors que formellement, il est fixé à 95 %. L'économie est entraînée dans un processus d'asphyxie qui touche surtout les secteurs d'activité où la composition organique du capital est la plus faible. Une telle situation conduit évidemment certains secteurs bourgeois à s'opposer au gouvernement. Mais ces mêmes secteurs cherchent en même temps à en finir avec les droits du mouvement ouvrier, qui constituent autant de freins à leur capacité d'accumulation capitaliste.

La paysannerie souffre évidemment aussi de cette situation de crise. Les entreprises d'Etat de commercialisation des produits agricoles et les gros intermédiaires font diminuer les prix d'achat de la production paysanne alors même que ces prix montent en flèche sur les marchés urbains. Les paysans sont étranglés par les intermédiaires. Le crédit agricole est pratiquement hors de leur portée. Enfin, et c'est le plus grave pour le moment, à cela s'ajoute le fléau des catastrophes naturelles. Dans le nord du pays, quatre mois d'inondations ont détruit les récoltes, les routes et les habitations. Au sud, une sécheresse qui dure depuis plus de deux ans, a eu des conséquences catastrophiques sur l'agriculture et l'élevage. Il en résulte non seulement une misère généralisée dans les campagnes mais une sérieuse menace sur le ravitaille-

1) La Gauche unie (IU) est une coalition mise en place sous l'hégémonie du PCP-Unidad, prosoviétique, avec l'Union démocratique populaire (UDP), regroupement d'organisations centristes pour les élections municipales de 1981. Elle se maintient depuis lors malgré des conflits internes, mais sans pour autant être profondément structurée à la base.

2) Les Fronts de défense du peuple sont des organes de mobilisation qui existent depuis le début des années 1970 et qui se sont généralisés à partir de 1976. Ils sont composés de toutes les organisations ouvrières, populaires et paysannes d'une région et organisent des luttes pour la défense des revendications économiques, sociales et régionales.

3) Certains secteurs patronaux s'en inquiètent

d'ailleurs. Ainsi, Carlos Verne Katz, président de l'Association des chefs d'entreprises déclarait récemment : « Environ 50 % de l'industrie péruvienne sont sur le point d'être mis en faillite, à moins que le gouvernement ne change de politique économique. » Selon son témoignage, cité par la revue *Latin American Weekly report* du 2 septembre 1983, Verne pense que les secteurs les plus touchés sont ceux du textile, de la chaussure, de la métallurgie et notamment le secteur de la production de matériel électrique. Dans le textile, en effet, 16 000 travailleurs ont été licenciés depuis 1979, tandis que la force de travail industrielle comprend aujourd'hui moins d'un demi-million de travailleurs, soit environ le dixième de la population active du pays.

ment des grandes villes, dans la mesure où un demi-million d'hectares de terres cultivables ont ainsi été perdus pour la culture. Il n'a, en effet, pas été possible d'assurer les semailles annuelles, de sorte qu'à la fin de l'année un grand nombre de Péruviens vont souffrir de la faim.

La solution du gouvernement à ces problèmes a été d'importer des produits alimentaires comme le sucre, le riz et même des pommes de terre, alors que l'exportation de ces produits était, il y a quelques années seulement, une importante source de revenus pour le Pérou. Aucune aide gouvernementale significative n'a été organisée pour le rétablissement de l'agriculture, qui doit maintenant affronter les problèmes de sa relance de manière autonome et, qui plus est, face à la concurrence de produits importés.

Les conséquences de la politique gouvernementale s'expriment ainsi tragiquement par la détérioration brutale des conditions d'existence des masses et les problèmes sociaux qui accompagnent cette situation de misère. On assiste donc à une augmentation de la prostitution, notamment de la prostitution infantile. La violence et la délinquance sont des phénomènes sociaux qui prennent des dimensions impressionnantes. Dans la région de Puno, la faim a conduit de nombreuses familles à vendre purement et simplement leurs enfants.

Cette détérioration de la situation engendre un profond mécontentement qui sape à toute allure la base sociale du gouvernement. Conscient de cet effritement quotidien de ses appuis, le gouvernement réagit en ayant de plus en plus recouru à l'intimidation et à la répression. Preuve en est d'ailleurs le rôle de plus en plus important des forces armées dans la vie du pays. Dans les faits, une dictature militaire est déjà en vigueur dans huit provinces du centre du pays qui ont été décrétées en état d'urgence. Il existe ainsi un gouvernement de compromis dissimulé entre l'état-major et le gouvernement légal de l'Action populaire (AP).

C'est aussi dans cette politique d'atteintes systématiques aux libertés démocratiques et de militarisation du pays que s'inscrit la suspension du mandat parlementaire de Hugo Blanco (voir encadré). Cette mesure arbitraire et scandaleuse a prouvé que le gouvernement n'était pas disposé à tolérer la dénonciation au Parlement ni les demandes d'éclaircissement concernant les assassinats et les disparitions qui se produisent dans la province d'Ayacucho, sous couvert de lutte contre la guérilla du « Sentier lumineux ». Il est prêt à aller jusqu'à la suppression de l'immunité parlementaire, de la liberté d'expression, et plus généralement des libertés démocratiques, pour mener en toute impunité sa politique pro-impérialiste.

L'ÉCHEANCE DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

C'est dans ce contexte qu'auront lieu les élections municipales du 13 novembre prochain. Tout le monde s'accorde à re-



connaître leur importance particulière. Il va s'agir de fait d'élections d'une portée politique bien plus importante que le seul horizon municipal. Il s'agira d'une sorte de référendum sur la politique du gouvernement, dont la question posée serait « comment sortir le pays de cette crise ? »

Les partis gouvernementaux réactionnaires, l'Action populaire du président et le Parti populaire chrétien (PPC), essaieront, au prix si nécessaire d'une fraude éhontée, d'utiliser les élections municipales pour obtenir l'approbation de leur politique pro-impérialiste. L'APRA qui s'est située en opposition au gouvernement fera de son mieux pour capitaliser le mécontentement populaire dans la perspective d'une solution bourgeoise de rechange (4). Elle maintient pourtant jusqu'à ce jour, une attitude conciliatrice envers le gouvernement, qui s'est exprimée jusque dans les moments les plus critiques. Elle n'a ainsi même pas voté contre la suspension de Hugo Blanco du Parlement. L'APRA veut en fait démontrer, tant aux masses populaires qu'à l'armée, qu'elle constitue une alternative fiable dans les limites de la démocratie bourgeoise. Elle prétend enfin en appeler à l'impérialisme européen pour faire contre-poids à la prédominance de l'impérialisme US.

La coalition d'Izquierda Unida, pour sa part, voudrait répéter l'histoire de l'Unité populaire chilienne mais, à la différence de cette dernière, elle a dans ses rangs un courant réformiste majoritaire, le Parti communiste péruvien (PCP) et un courant révolutionnaire minoritaire, représenté fondamentalement par l'Union démocratique et populaire (UDP). L'IU manque d'une structure de base organisée, qui freine même la consolidation de son projet réformiste. Une crise a conduit l'IU au bord de la division pour les élections municipales et a abouti à ce qu'elle se présente divisée dans des villes importantes comme Arequipa. Ces derniers mois, la politique d'IU s'est caractérisée non seulement par un manque total

d'initiatives et l'absence d'appel à la mobilisation de masse, mais aussi par une campagne explicite en faveur d'une alliance avec l'APRA. Cette perspective a provoqué un rejet de la part de l'UDP et d'une fraction importante de la base même d'IU, en même temps qu'elle renforçait l'image de l'APRA comme solution politique de rechange crédible.

Dans la situation de crise sociale profonde et en l'absence d'alternative révolutionnaire crédible au niveau national, le mécontentement, en particulier de la jeunesse la plus paupérisée, est en partie capitalisé par le groupe « Sentier lumineux » dont la stratégie de guerre populaire prolongée prétend pousser le pays à une situation de guerre civile en l'opposant à l'armée (5). Pourtant, un coup d'Etat militaire signifierait non seulement la sortie de la bourgeoisie libérale du gouvernement, mais surtout la destruction des syndicats des organisations de masse et des partis de gauche, autrement dit une claire défaite du mouvement ouvrier et populaire. « Sentier lumineux » va intervenir à sa façon dans le processus des élections municipales. Son but est sans aucun doute d'empêcher leur tenue et de polariser la situation dans le sens d'un affrontement direct avec les forces armées.

LA POLITIQUE DU PRT

Malgré l'existence d'un important courant de « lutte de classe », révolutionnaire à l'intérieur des syndicats et des organisations de masse, qui s'exprime tant à l'intérieur qu'en dehors de l'IU, il est sûr qu'il n'existe pas, aux yeux des masses populaires, une alternative révolutionnaire forte et crédible. Les efforts tentés par le PRT pour constituer un front révolutionnaire pour ces élections n'ont pas abouti. Le PRT a développé une campagne visant à affirmer un pôle révolutionnaire alternatif tant à IU qu'à « Sentier lumineux », et dont le but était de rassembler des organisations révolutionnaires telles que le Parti ouvrier marxiste révolutionnaire-Parti socialiste des travailleurs (POMR-PST) et d'autres formations, et surtout une couche de plus en plus large de dirigeants ouvriers qui animent la résistance à la politique gouvernementale sans pour autant partager l'orientation politique d'IU ni celle de « Sentier lumineux » (6).

Dans la mesure où ces efforts uni-

4) A la veille des élections municipales un sondage, effectué à Lima par le journal *La República*, donne par exemple une opposition de l'ordre de 80 % des personnes interrogées à la politique du gouvernement. Toutefois, sur la base de la même enquête, les scores électoraux prévisionnels s'établissent comme suit : 30 % pour la liste de l'APRA, 21 % pour celle d'IU, et respectivement 14 et 13 % pour celles des candidats des partis gouvernementaux AP et PPC. Ce qui signifie que même parmi les futurs électeurs des partis gouvernementaux, nombreux sont ceux qui contestent la politique économique de l'actuel gouvernement.

5) Pour une analyse plus approfondie de la guérilla de « Sentier lumineux » se reporter à l'article d'*Inprecor* numéro 144 du 28 février 1983, intitulé « Points de repère pour l'analyse de la guérilla péruvienne ».

6) Le Parti ouvrier marxiste-révolutionnaire (POMR) était l'organisation liée au courant lambertiste de l'OCI française. Le Parti socialiste des travailleurs (PST) représentait les vues du courant dirigé par Nahuel Moreno. Le POMR-PST (parti unifié) est le résultat de la recomposition locale de ces deux courants, à la suite de la crise qu'a connue leur regroupement international en septembre 1981 (cf. *Inprecor*, numéro 137, 22 novembre 1981 : « Le bilan des reconstruc-teurs de la IVe Internationale » par Daniel Bensaïd). Une partie des militants du POMR, derrière leur dirigeant Ricardo Napuri, qui devait rompre ses rapports avec le courant lambertiste, ont formé le POMR-PST avec le courant moréniste.

Sur les rapports entre le PRT et le POMR-PST, voir *Inprecor*, numéro 153 du 20 juin 1983.

Un général assassin veut faire inculper Hugo Blanco

Le 29 août dernier, Hugo Blanco Galdos a été suspendu de ses fonctions de député pour avoir accusé d'assassinat, à la tribune du Parlement, le général Clemente Noel, commandant politique et militaire de la région d'Ayacucho décrétée en état d'urgence (cf. *Inprecor*, numéro 156 du 12 septembre 1983). Cela intervenait après que le procureur général de la nation, Miguel Cavero, partisan d'un dialogue entre le gouvernement et le mouvement de guérilla du « Sentier lumineux », ait été vivement attaqué au Parlement par des députés réactionnaires pour avoir affirmé qu'il « y avait une liste de personnes disparues » à Ayacucho et qu'il pensait que « Sentier lumineux » « possède un sens de la patrie différent du mien et qu'à sa manière il souhaite aussi un mieux pour le Pérou, suivant une conception entièrement différente de nos idées ». (*Ojo*, Lima, 30 août 1983.)

La réaction gouvernementale à la proposition de dialogue du procureur général, tout comme la volonté des députés majoritaires au Parlement de faire taire notre camarade Hugo Blanco, doivent être mises en rapport avec l'évolution militariste du régime. Outre le pouvoir dont disposaient déjà les militaires pour mener la lutte antiguérilla dans la région d'Ayacucho, et maintenant à l'échelle du pays grâce à un dispositif d'état d'exception, cette évolution est aussi marquée par l'offensive de l'état-major contre les partisans du dialogue avec « Sentier lumineux ». Le général Briceno, soutenu par la hiérarchie militaire, ira même jusqu'à accuser des « ex-militaires dont certains ont occupé de hautes fonctions dans l'armée » de « collaboration avec les terroristes ».

Une fois exclu du Parlement, Hugo Blanco est devenu vendeur de rue pour gagner sa vie, ce qui lui fait dire avec humour : « Je vends du café pendant que d'autres vendent le pays » (*Expreso*, Lima, 3 septembre 1983). Mais le général Clemente Noel a voulu pousser encore plus loin son avantage en accusant notre camarade d'être responsable de la mort de plusieurs policiers, il y a quelques années.

Cette dernière accusation pouvant servir de prétexte à une nouvelle offensive juridico-politique contre lui, Hugo Blanco a tenu à y répondre dans une lettre ouverte au général Clemente Noel, datée du 12 septembre, et dans laquelle il précise le développement, au début des années 1960, de la mobilisation des paysans des vallées de la Convencion et Lares dans le département de Cuzco, contre les abus des propriétaires fonciers soutenus par les autori-

tés. Rappelant l'attitude pacifique des paysans à l'origine de leur mobilisation, leur grève générale et la réforme agraire de 1962, Hugo Blanco évoque aussi la répression dont ils furent l'objet et la nécessaire autodéfense à laquelle ils furent contraints. Mais, précise-t-il : « Nos actions armées, émanant de la décision démocratique des masses organisées démontrent une méthodologie opposée à celle de « Sentier lumineux » qui prétend se substituer à cette action des masses organisées. »

Au général Clemente Noel désireux de criminaliser tous ceux qui s'opposent à la répression brutale à laquelle il se livre dans la région d'Ayacucho et qui s'en prend même à l'organisation humanitaire *Amnesty International*, Hugo Blanco rappela quelques-unes de ses responsabilités dans des massacres de populations civiles. Ainsi, le 3 mars 1983, c'est le juge d'instruction de Humanga, à Ayacucho, qui mena une enquête sur les responsabilités du général Clemente Noel dans la mort de trois paysans. Le député Diez Canseco, vice-président de la Commission des droits de l'homme de la Chambre des députés, l'accusa aussi d'assassinat, le 30 juin 1983. *El Diario* du 16 août 1983 cite des témoignages de paysans qui dénoncent la destruction par l'armée du village de la communauté de Seccha située à 60 kilomètres d'Ayacucho. Le même journal, daté du 30 août, rapporte l'assassinat par l'armée, le 27 août, de 5 paysans des communautés de Acocros et Chucchupampa, toujours sur la base de témoignages visuels de paysans. Enfin, la famille de l'ex-juge de Huanta, Americo Renan Caceres Soto, accusait à la même époque les *Sinchis* (corps militaire répressif) de son meurtre. Que faut-il donc de plus pour traiter le général Clemente Noel d'assassin ?

La campagne internationale contre la suspension de Hugo Blanco Galdos du Parlement péruvien et contre toute nouvelle attaque contre lui, doit donc se poursuivre. Elle a déjà eu un certain écho puisqu'au Danemark, par exemple, une vingtaine de députés appartenant au Parti radical, bourgeois, au Parti social-démocrate et à deux formations de gauche, le Parti socialiste populaire et le Parti socialiste de gauche, ont signé des messages de protestation. Parmi les signataires figurent aussi l'ex-ministre de la Défense, Paul Sogaard, et trois autres ministres de l'ancien gouvernement de Anker Jorgensen. Au terme de cette campagne de signatures, les lettres seront acheminées à l'ambassade du Pérou à Copenhague. ■

taires n'ont pas abouti, le PRT présente ses propres listes, pour ces élections, à Lima, Cerro de Pasco, Arequipa, Tacna, Moyendo, Juliaca. Le POMR-PST, qui avait d'abord accepté la constitution d'un front révolutionnaire ouvert à des courants indépendants a rompu unilatéralement et sans explications l'accord avec le PRT, 48 heures seulement avant la clôture de l'enregistrement des listes électorales. Cette attitude a obligé le PRT à présenter ses propres listes et a empêché que d'importants secteurs indépendants puissent se rassembler sous un sigle unitaire. Le cas le plus grave est sans doute celui de Puno, où le dirigeant populaire le plus prestigieux, Jaime Nina, avait accepté d'être candidat du Front révolutionnaire pour la mairie et où il avait une forte chance de remporter l'élection.

Cependant, un important pas en avant a eu lieu sur le terrain syndical, avec la constitution du Front des travailleurs en défense de la garantie de l'emploi, auquel participent des dirigeants

ayant une orientation de lutte de classe de diverses villes du pays, avec le soutien du PRT et d'un secteur de l'UDP.

Ces dernières semaines, la discussion publique sur l'éventualité et les chances d'un coup d'Etat militaire, ont mis en évidence la faiblesse de l'actuel gouvernement bourgeois. Il est certain qu'à court ou à moyen terme, le Pérou va vers une confrontation sociale d'envergure. Aucune revendication importante du mouvement ouvrier et populaire ne peut être satisfaite tant que le gouvernement de Belaunde Terry se maintient en place. La simple défense des libertés démocratiques se heurte de plus en plus directement aux mesures dont a besoin l'impérialisme pour imposer sa politique. La solution de cette contradiction dépendra pour beaucoup, non seulement d'une résistance unifiée et centralisée au gouvernement à travers les organisations de masse, mais aussi de la construction d'un puissant courant révolutionnaire capable, après les occasions perdues à l'époque du

FOCEP et de l'ARI (7), d'offrir aux masses une perspective différente du réformisme d'IU et de l'aventurisme de « Sentier lumineux ». ■

Nicolas LUCAR
Lima, septembre 1983.

7) Le Front ouvrier, étudiant, paysan et populaire (FOCEP) était une coalition électorale mise en place pour les élections à l'Assemblée constituante en 1978, et regroupant l'essentiel des forces se réclamant du trotskysme péruvien, avec des organisations maoïstes et centristes et des secteurs significatifs du syndicalisme de classe ouvrier et paysan.

L'Alliance de la gauche révolutionnaire (ARI) était un regroupement de la quasi-totalité des organisations révolutionnaires et des forces du mouvement ouvrier luttant pour un « gouvernement des travailleurs sans généraux ni patrons » qui s'était constitué pour soutenir la candidature de notre camarade Hugo Blanco aux élections présidentielles du printemps 1980. L'ARI comprenait l'Union démocratique populaire (UDP), une coalition de formations maoïstes et centristes. Malheureusement, l'ARI devait éclater dans sa forme unitaire avant même la consultation électorale, ce qui l'empêcha d'apparaître comme le pôle ouvrier et populaire qu'elle aurait dû être au niveau électoral.

La stabilité du régime ébranlée par la politique d'austérité

RECEMMENT, la revue financière *Euromoney* décernait à Jesus Silva Herzog, ministre des Finances du gouvernement mexicain, le titre de « ministre des Finances de l'année ». L'impérialisme saluait ainsi la capacité du gouvernement mexicain du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) de mettre en application la totalité du protocole d'accord signé avec le Fonds monétaire international (FMI). En effet, et à la différence de ce qui s'est passé avec le Brésil, l'Argentine et même le Venezuela, le Mexique a suivi au pied de la lettre ses accords avec le FMI et a jusqu'à présent réglé avec ponctualité les intérêts de sa dette.

Le gouvernement de Miguel de la Madrid, en place depuis le début de l'année, y est parvenu en s'attaquant de manière radicale au niveau de vie des masses populaires mexicaines. Mais ce faisant, il a ébranlé tous les mécanismes traditionnels de contrôle des masses populaires qui assuraient la stabilité politique du régime depuis maintenant plus de 65 ans. ■

Sergio RODRIGUEZ

La base fondamentale de la domination du régime mexicain est une combinaison de plusieurs facteurs : un système politique bâti autour de l'idée d'un parti fort, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), gagnant toutes les élections; l'incorporation au sein du parti de secteurs ouvriers, paysans, des couches moyennes et des militaires, comme garantie d'une grande stabilité politique; le développement d'une politique de prestations sociales pour les masses populaires (Sécurité sociale, Education, Logement, etc.); une large autonomie vis-à-vis de l'impérialisme, principalement sur les questions d'ordre politique. Mais la crise économique de la fin 1981 va bouleverser tout cet édifice. La crise économique des années 1974-1975 avait coïncidé avec la découverte d'importants gisements de pétrole qui fait du Mexique le quatrième pays producteur mondial ce qui lui permet de traverser cette première dépression sans grands problèmes.

Mais à long terme, cela a accentué les maux essentiels de l'économie mexicaine en créant un processus de « pétrolisation » de cette économie, c'est-à-dire de dépendance des revenus du pays et des budgets de l'Etat des fluctuations de la production et des prix du pétrole (1). Le précédent gouvernement, celui de Jose Lopez Portillo (1976-1982), avait eu l'impudence de déclarer que le peuple mexicain devait apprendre à vivre dans la prospérité. Ce sont certes plus de 50 milliards de dollars que rapportèrent au pays, en moins de 5 ans, les rentrées pétrolières. Mais la dette extérieure passa de 35 milliards de dollars en 1976 à 80 milliards en 1982. Tout cela ne se reflète pourtant guère par une augmentation significative de l'infrastructure productive, mais par une augmentation considé-

nable de la corruption et de la fuite des devises.

Chaque année, le gouvernement mexicain est légalement contraint de faire un rapport à la nation sur sa gestion. La dernière année de l'exercice de Jose Lopez Portillo, soit 1982, la fuite des devises en direction des USA atteignait plus de 50 milliards de dollars mis en dépôt dans les grandes banques américaines. Le directeur de l'entreprise nationale des pétroles mexicains, la Pemex, sous le précédent gouvernement, Jorge Diaz Serrano, est aujourd'hui en prison sous l'accusation d'une fraude fiscale portant sur près de 5 milliards de dollars.

LES EFFETS DE LA CRISE SUR L'EMPLOI ET LES SALAIRES

Ainsi, la crise économique de 1981-1982 a éclaté au Mexique avec une terrible intensité, touchant de manière importante la structure productive du pays. L'un des points de l'accord signé entre le FMI et le gouvernement mexicain consiste d'ailleurs à développer un processus de privatisation de l'industrie. Voici quelques années, le gouvernement mexicain avait entrepris un processus d'étatisation accéléré. Il vend maintenant beaucoup de ses usines et entreprises nationales. Le cas de l'industrie automobile est le plus éclairant. Le gouvernement mexicain avait acheté la majorité des actions de Renault et d'American Motors, il vient de revendre à Renault-France toutes les actions qu'il possédait, y compris celles d'American Motors. Cela s'est accompagné du licenciement de 2 500 travailleurs de Renault et de la fermeture de l'usine trois jours par semaine, avec l'accord de ne payer aux ouvriers que 55 % de leur salaire. Ceci n'est qu'un exemple, le gouvernement mexicain aura vendu, à la fin de cette année, plus de 85 entreprises d'Etat.

D'autre part, la majorité des secteurs industriels ont diminué leur rythme de production. Dans le bâtiment, entre 1982 et 1983, il y a eu près d'un million de licenciements, dans l'industrie automobile près de 30 000, et autant pour le secteur de production de l'acier. L'essentiel de la petite et moyenne industrie a dû fermer ses portes ou réduire son personnel au minimum. Ainsi, l'on compte 3,5 millions de chômeurs et 9,5 millions de travailleurs sous-employés sur une population totale de près de 73 millions d'habitants.

Mais la politique du gouvernement ne s'est pas limitée à frapper l'emploi, elle a également touché les revenus des travailleurs. Le salaire réel des travailleurs mexicains est descendu en 1982 au niveau de 1942. Avec la dynamique prise en 1983, il atteindra certainement le niveau le plus bas depuis la révolution mexicaine de 1910-1917. Il est clair que cette chute brutale du salaire réel des travailleurs n'est pas simplement due à une limitation des augmentations de salaire, mais aussi à une politique inflationniste impressionnante. De 1947 à 1975, l'inflation tournait autour de 7 % par an, la croissance du Produit intérieur brut (PIB) étant de 6 %. En 1982, l'inflation atteignait les 100 % alors que le PIB stagnait à un niveau de croissance zéro. Pour ce que l'on sait de 1983, l'inflation atteint déjà le taux annuel de 75 % et elle parviendra certainement aux 100 % à la fin de l'année, compte tenu du fait que le mois de décembre est traditionnellement le plus inflationniste de toute l'année. D'un autre côté, le gouvernement mexicain a déjà annoncé une croissance négative du PIB de moins 3 %, situation que l'on n'avait jamais vue au Mexique depuis les années 1930.

Tout cela permet une accentuation du processus de monopolisation capitaliste. Néanmoins, les dimensions mêmes de la crise ont provoqué des faillites au sein du secteur monopoliste mexicain. C'est le cas, par exemple, du groupe Alfa qui était le plus puissant du Mexique. Dans la pratique, ce groupe avait commencé à produire des biens de production et certains biens de consommation. Sa faillite indique que la division du travail qui s'opère actuellement à travers cette crise économique interdira à des pays comme le Mexique de produire la majeure partie ou tout au moins une bonne partie de leurs biens de production, et qu'ils devront donc continuer à importer des centres impérialistes.

Cela a amené le gouvernement de la Madrid à envisager la possibilité de transformer le Mexique en un pays de « sous-traitant ». Il a fait adopter, pour ce faire, une loi de protection des *maquiladoras* (usines de sous-traitance). Selon cette loi,

1) Sur l'analyse des derniers moments de la gestion politique de Lopez Portillo, se reporter à *Inprecor* numéro 136, du 8 novembre 1982. Quant à la politique d'austérité menée par le nouveau gouvernement de Miguel de la Madrid, voir *Inprecor* numéro 143, du 14 février 1983.

les chefs d'entreprises américaines installées au Mexique pour bénéficier du faible coût de la main-d'œuvre peuvent, s'ils ferment une usine, emmener toutes leurs machines hors du pays, en même temps le droit à la syndicalisation est dénié aux travailleurs de ces entreprises.

ouvrier — lui a donné la force nécessaire pour arracher une série d'acquis sociaux importants. Il est vrai que lorsque des mouvements échappant à son contrôle se sont développés dans les syndicats nationaux les plus importants, la bureaucratie a eu recours à la répression. Mais

Mais après cela, la bureaucratie syndicale fit marche arrière. D'abord parce que les ouvriers se radicalisaient et voyaient d'un bon œil la participation de la gauche qui les soutenait — ce qui ne pouvait qu'inquiéter une bureaucratie liée au PRI — mais surtout à cause de la contre-attaque du gouvernement.

Le degré de corruption du régime est si grand qu'il est en train d'engendrer un profond mécontentement social et c'est pourquoi l'un des principaux thèmes de propagande du nouveau gouvernement de Miguel de la Madrid est la rénovation morale de la société. En effet, face à la misère des masses populaires est apparue toute une série de nouveaux riches, anciens fonctionnaires du précédent gouvernement, faisant un étalage insultant de leurs nouvelles richesses. Ainsi, le précédent chef de la police s'était-il fait construire, en dehors de Mexico, une maison dont la façade tout en marbre, est une réplique du Parthénon grec. Cela est un exemple particulièrement révélateur de cette corruption, mais pas le seul. L'autre parti bourgeois important, le Parti d'action nationale (PAN), a d'ailleurs aussi fait de la dénonciation de la corruption son axe d'agitation le plus important, gagnant ainsi une large audience populaire, ce qui n'est pas sans préoccuper le PRI. Aux dernières élections fédérales, par exemple, selon les véritables résultats, le PAN a obtenu près de 25 % des voix, le PSUM 10 % et le PRT 6 % (3). La campagne du PAN reflète aussi l'opinion d'un secteur du patronat.

Le gouvernement de Miguel de la Madrid a donc essayé dès son investiture, au début de l'année, de rompre avec l'image d'administration corrompue des gouvernements précédents. Il a pour cela envoyé plusieurs fonctionnaires en prison et il fait en sorte de laisser penser que cette campagne de moralisation de la vie publique va continuer. Or, les bureaucrates syndicaux ont, tout autant que les fonctionnaires, profité de cette corruption généralisée. Certains d'entre eux sont devenus multimillionnaires en trafiquant sur les cotisations syndicales, sur l'embauche, en vendant littéralement les grèves des travailleurs, en recevant des millions de pesos en contrepartie de concessions au niveau des conventions collectives, etc. Le syndicat du pétrole, par exemple, bénéficie dans son contrat collectif d'une clause selon laquelle tout accord commercial passé par la société Pemex avec des particuliers, rapporte à ce syndicat une commission de 10 %. Evidemment, c'est la bureaucratie syndicale qui contrôle les



File d'attente pour la recherche d'un emploi (DR).

Il y a là, évidemment, la source d'énormes profits pour le capital impérialiste, qu'on libère même de toute imposition. La seule répercussion sur l'économie mexicaine en est la création d'un certain nombre d'emplois précaires.

L'AFFAIBLISSEMENT DES APPAREILS TRADITIONNELS DE DOMINATION POLITIQUE DES MASSES

Il est clair que pour mener à bien une telle politique, le gouvernement mexicain s'en est pris de façon substantielle au mouvement syndical. Mais en attaquant les syndicats, il s'attaque également à ce qui fut le mécanisme fondamental de la stabilité sociale du régime, à savoir la bureaucratie syndicale, le *charrismo* syndical (2). S'il existe effectivement une intégration de la bureaucratie syndicale au PRI et au régime, il ne faut pas croire pour autant que les syndicats ont perdu leur nature de classe. La structure syndicale actuelle est le produit de grands combats de la classe ouvrière et cela n'a pas changé malgré le caractère absolument réactionnaire de la bureaucratie syndicale. Mais cela a donné lieu à un double processus de pression au centre duquel se situe cette bureaucratie. D'un côté, le gouvernement a besoin des *charrros* comme intermédiaires pour maintenir sa domination sur les travailleurs, mais de l'autre, la bureaucratie doit, pour se maintenir, elle, en place, offrir quelque chose à la classe ouvrière. Et il en est ainsi parce que la base fondamentale de sa domination — son contrôle du mouvement

ce n'est pas là sa tactique favorite. C'est pour cela que la bureaucratie syndicale subit si fortement ce double processus de pression — celle du pouvoir et celle des travailleurs — en période de crise.

Tout cela a engendré une série de contradictions au sein même de la bureaucratie syndicale. Et c'est ainsi que le 9 juin dernier éclatèrent plus de 5 000 grèves à travers le pays. La majorité des syndicats regroupés à l'intérieur de la confédération syndicale la plus importante, la Confédération des travailleurs mexicains (CTM) décidèrent en effet de réclamer une augmentation d'urgence des salaires face à l'escalade inflationniste. Confrontés à la réponse négative du gouvernement, ils déclenchèrent ces milliers de grèves. Les autres centrales syndicales, également contrôlées par le gouvernement, ont non seulement refusé d'appeler à ces grèves, mais se sont de plus opposées à l'initiative de la CTM. Ces grèves n'étaient toutefois pas le seul reflet des contradictions internes de la bureaucratie dirigeante, elles illustraient aussi l'état d'esprit des travailleurs.

La majorité de la gauche mexicaine n'a pas su réagir face à cette situation, proposant la plupart du temps une orientation abstentionniste durant les grèves, car elle n'y voyait que la main des bureaucraties. Néanmoins, dans différents endroits du pays, notamment à Mexico la capitale fédérale, le 9 juin fut réellement une journée d'action politique de la classe ouvrière. Dans diverses zones ouvrières de Mexico, il y eut des manifestations. Les ouvriers allaient d'usine en usine pour montrer leur solidarité et l'importance de leur action unifiée.

2) Le *charrismo* est le nom donné au contrôle du mouvement ouvrier par l'encadrement syndical inféodé au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir et marqué par la corruption et des méthodes de gangsters.

3) Pour une analyse des résultats de ces élections, que le PRI a manipulés pour évincer le PRT du Parlement, et diminuer la représentation du PSUM et du PAN, voir l'interview de Edgardo Sanchez, membre du Bureau politique du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) dans *Inprecor* numéro 134, du 11 octobre 1982.

dizaines de millions de pesos issus de ces opérations. On sait, par exemple, que le secrétaire général de ce syndicat, Salvador Baragan Camacho, se rendait chaque mois à Las Vegas et dans la ville de Reno aux USA et, qu'en une nuit, il a perdu au jeu jusqu'à 100 millions de dollars. Le gouvernement mexicain possède donc une arme très puissante pour exiger de la bureaucratie syndicale qu'il n'y ait plus de grèves comme celle du 9 juin.

Récemment, un des dirigeants syndicaux du pétrole a été emprisonné et les chiffres de la corruption de la bureaucratie rendus publics. En tenant compte de l'importance de ce syndicat (110 000 syndiqués, le contrôle de deux régions, et de dizaines de municipalités, etc.) et du rôle qu'il joue comme syndicat de pointe à l'intérieur de la CTM, on comprend mieux sa capacité de faire pression sur le gouvernement. Néanmoins, ces frictions ont un effet de boomerang dans la mesure où elles mettent aux prises deux alliés et où aucun des protagonistes ne pourra en sortir vainqueur.

L'une des autres caractéristiques essentielles de la situation actuelle est l'importance de la division existant au sein de la bourgeoisie, tant sur des questions d'ordre économique que politique. La croissance électorale du PAN rend la situation assez difficile pour le PRI. La majorité des villes frontalières avec les Etats-Unis sont contrôlées par le PAN. L'année dernière déjà, cette organisation avait remporté les élections à Hermosillo, capitale de Sonora, l'Etat le plus important du Mexique du point de vue agricole. Cette année, le PAN a remporté les élections dans les deux principales villes de l'Etat de Chihuahua, Ciudad Juarez et Chihuahua, à Durango, capitale de l'Etat de Durango, à Monclova, où se trouve la plus grande usine métallurgique du pays, dans l'Etat de Coahuila. Et récemment, le PRI a dû revenir à sa vieille méthode de fraude électorale pour éviter que le PAN ne s'empare de Mexicale, la capitale de la Basse-Californie Nord. Le problème pour le PRI n'est pas seulement d'avoir perdu plusieurs élections, c'est surtout que des organisations patronales et mêmes certains secteurs du PRI lui-même aient appuyé plus ou moins ouvertement le PAN dans ces occasions. Ce fait est important car il remet en cause l'une des bases fondamentales du système de domination politique mexicain, à savoir l'inexistence d'une démocratie parlementaire. Le PRI a été en fait mis en place par les bourgeois pour éviter la démocratie parlementaire véritable. L'idée du parti unique est celle qui avait donné jusqu'alors les meilleurs résultats pour la classe dominante.

Il serait toutefois ridicule d'imaginer que des transformations dans la forme de domination politique de la bourgeoisie se feront à partir de différenciations au sein du patronat. L'immense majorité de la bourgeoisie reste favorable à ce type de domination politique et elle ne va évidemment pas en changer alors qu'elle donne encore de bons résultats du point de vue du contrôle gouvernemental sur les masses populaires. C'est la dimension même

de la crise économique qui pose de sérieux problèmes politiques. La bourgeoisie ne veut plus de corruption chez les fonctionnaires du gouvernement ou parmi les bureaucrates syndicaux, elle ne veut plus d'élucubrations nationalistes, elle ne veut plus de « gaspillage » en prestations sociales, elle ne veut plus de grèves, etc. Mais elle tient, en même temps, à garder intact ce système de domination politique en le modernisant un peu. Le problème réside dans le fait qu'il est impossible de réaliser les deux choses en même temps. Ils veulent pouvoir maintenir le même système de domination politique tout en mettant de côté les *charros* et les caciques corrompus qui en sont un rouage essentiel, ce qui est impossible.

Tout cela a donc engendré une importante crise politique, non pas tant parce que d'importants secteurs de la bourgeoisie monopoliste seraient opposés à la politique économique du gouvernement mexicain, mais parce que ces derniers veulent être sûrs que l'on n'en reviendra pas à la situation de la période antérieure, celle des nationalisations, de l'étatisation de certains secteurs économiques, des grandes dépenses sociales, etc. En ce sens, aujourd'hui encore plus que jamais, la bourgeoisie agit politiquement avec une autonomie relative par rapport au gouvernement.

LE GOUVERNEMENT MEXICAIN ET L'IMPERIALISME YANKEE

Traditionnellement, le gouvernement mexicain avait une bonne marge de manœuvre par rapport à l'impérialisme yankee. Il a su utiliser sa politique extérieure pour maintenir la stabilité sociale dans le pays, en contrôlant et canalisant le fort sentiment anti-impérialiste du peuple mexicain. Aujourd'hui néanmoins, la situation est plus complexe, car la terrible crise économique commence à bousculer cette relation politique.

La politique brutale de l'administration américaine de Ronald Reagan vis-à-vis de l'Amérique centrale exerce une forte pression sur le gouvernement mexicain. Reagan exige du Mexique une politique modérée sur l'Amérique centrale. Des dizaines de sénateurs américains démocrates ou républicains exigent du Mexique une plus grande loyauté envers la politique impérialiste. Le problème est délicat. Les banques nord-américaines peuvent continuer à prêter de l'argent, mais il est nécessaire de leur rendre non seulement des intérêts économiques, mais aussi politiques.

Ainsi, jamais auparavant le Mexique n'avait eu un ambassadeur yankee qui intervienne autant sur des questions nationales que celui en place actuellement. Ce dernier fait des déclarations publiques dans lesquelles il dicte littéralement au gouvernement mexicain ses propositions sur la politique économique à suivre, par exemple. L'ambassadeur US tient aussi des réunions avec des dirigeants du PAN et de l'Eglise — ce qui est immédiatement analysé comme un appui à ce parti — il donne des conférences de presse dans les-

quelles, de la façon la plus tranquille du monde, il déclare être fatigué d'entendre impliquer les USA chaque fois qu'une catastrophe touche le Mexique. C'est à l'une de ces occasions qu'il déclarait : « *S'il y a une crise économique, les Mexicains accusent les USA; s'il ne pleut pas, c'est de la faute des USA; s'il y a un tremblement de terre, c'est de la faute des USA, etc.* » Pourtant cette provocation n'a pas entraîné la moindre riposte de la part du gouvernement mexicain. Il y a seulement quelques années de cela, et pour bien moins, le gouvernement aurait fait un scandale et toutes les organisations sociales liées au PRI auraient déclaré l'ambassadeur US *persona non grata*, c'est-à-dire indésirable. Aujourd'hui, seuls les partis de la gauche ouvrière lui répondent, prenant ainsi en main la défense du droit à l'indépendance politique du pays.

Pourtant, dans cette politique impérialiste s'exprime encore une contradiction. Les USA veulent aujourd'hui une meilleure subordination du Mexique à leur politique internationale, mais ils veulent avant tout un Mexique stable où les forces de la gauche ouvrière et populaire restent marginales.

Mais en exigeant une telle subordination politique du gouvernement du PRI, il remet en question l'un des fondements essentiels de la politique populiste du gouvernement, à savoir son anti-impérialisme relatif. Ceci est parfaitement compris par certains secteurs de la bourgeoisie impérialiste qui exigent de Reagan une orientation plus discrète dans ses rapports avec le gouvernement mexicain. Néanmoins, la pression s'accroît sans cesse sur ce dernier.

LA REPONSE DU MOUVEMENT DE MASSE

Les travailleurs ont compris la nécessité de riposter à cette politique agressive du gouvernement de Miguel de la Madrid. Le premier instrument qu'ils ont utilisé pour ce faire, ce sont leurs organisations syndicales. Mais la politique de trahison des luttes et revendications ouvrières de la bureaucratie syndicale a permis au gouvernement d'attaquer et de mettre en échec chacun des syndicats de manière isolée. En ce sens, la crise économique aide les patrons et le gouvernement dans leur besogne. Les grèves restant isolées, patrons et gouvernement mettent les travailleurs face à un dilemme en leur demandant de choisir entre le maintien du salaire ou la défense de l'emploi. Pourtant, en fait, en même temps que les salaires sont gelés, des milliers de travailleurs sont licenciés. Cela a eu pour conséquence de graves défaites ouvrières et de syndicats clés comme celui de l'automobile, de la métallurgie, etc.

Cependant, la pression même du mouvement de protestation entraîne une dynamique unitaire dont l'une des premières expressions a été la formation du Front national en défense du salaire et contre la vie chère (FNDESCAC) qui regroupe les syndicats indépendants du

contrôle charro, la Coordination des travailleurs de l'Enseignement (qui regroupe plus de 200 000 travailleurs), la Coordination nationale du mouvement urbain populaire (CONAMUP) qui organise plusieurs dizaines de milliers d'habitants des banlieues prolétariennes, la Coordination nationale Plan de Ayala (CNPA) qui organise la majorité des organisations paysannes indépendantes. Si ce front est encore minoritaire, il commence déjà à jouer un rôle de pôle de référence et de coordination dans diverses luttes. Néanmoins, ce qui s'est passé de plus important jusqu'à présent, du point de vue de la riposte des travailleurs, tourne autour de la première grève nationale civique (*Paro civico nacional*) du 19 octobre dernier dont il est important de rappeler comment la proposition a germé.

Les premiers jours de février 1983, une grève éclate aux usines d'automobiles et de camions Dina-Renault. Le syndicat de l'entreprise Dina-Renault fait partie de l'Union ouvrière indépendante (UOI), une centrale syndicale indépendante des organisations *charras* et qui est dirigée par Juan Ortega Arenas, un avocat d'origine politique stalinienne, mais aujourd'hui opposant virulent au Parti socialiste unifié mexicain (PSUM) (4). Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section mexicaine de la IVe Internationale, possède une certaine force depuis déjà quelques années dans ce syndicat. C'est ce qui permit que la direction de la grève échoie à des militants du PRT et que le mouvement se radicalise.

Le 5 février une manifestation de soutien au syndicat de Dina-Renault se déroule à Mexico. Le PRT est la seule organisation politique à y participer. Les autres formations de gauche ont refusé d'y participer du fait de leurs divergences avec Ortega Arenas qu'elles considèrent comme un bureaucrate syndical, aussi corrompu et réactionnaire que les syndicats *charros*. Pour le PRT, cela n'est pas un argument pour empêcher la participation au mouvement. Dans la pratique, en effet, au cours même de la grève, se forme un front entre les syndicalistes qui suivent ce bureaucrate et le courant syndical impulsé par le PRT. Le PRT qui n'a aucune confiance en ce bureaucrate considère cependant que l'unité syndicale est plus que jamais nécessaire et qu'il faut œuvrer en ce sens. Lors de la manifestation du 5 février, Ortega Arenas lance l'idée d'une grande grève nationale civique et indique le caractère unitaire que devrait avoir cette action, tout en comprenant parfaitement que nul n'a séparément la force de réaliser une action de cette nature.

Cette manifestation coïncidait avec la tenue d'un plénum du Comité central du PRT qui décida de faire de cette proposition l'axe central de son activité dans les prochains mois. Ainsi, le PRT a donc été le premier parti à soutenir cette initiative et il en est devenu dans la pratique le principal défenseur. La première étape fut de convaincre le FNDESCAC du caractère correct d'une telle initiative et de proposer une coordination avec l'UOI.



Meeting électoral de clôture du PRT en juin 1982 (DR).

Un second moment de la mobilisation a été de faire pression sur le PSUM pour l'amener à participer à cette initiative. La réaction initiale du PSUM fut de rester sceptique et de continuer à suivre une politique de coopération avec le gouvernement. Néanmoins, le caractère ultra-droitier de la politique gouvernementale ainsi qu'un certain processus de radicalisation parmi des secteurs de ce parti ont obligé la direction à reprendre à son compte cette idée plusieurs mois après. Ultérieurement, l'UOI a rompu la coordination unitaire et a décidé de travailler de son côté pour une grève civique ouvrière. Cette décision reflétait le fait que les bureaucrates sentaient cette proposition leur filer entre les mains. Malgré le boycott de l'UOI, la mobilisation se poursuivait. Plus qu'une grève civique, c'était une journée nationale de protestation civique qui semblait possible. Les gros bataillons de la classe ouvrière n'allaient certes pas se mettre en grève le 19 octobre, mais une journée de mobilisation victorieuse pourrait jeter les bases d'une action de plus grande envergure.

Le PRT jeta toutes ses forces dans la bataille. Toutes les émissions de télévision auxquelles le PRT avait légalement droit furent centrées sur cette question de la grève civique. Là, dirigeants des organisations syndicales, des paysans, des bidonvilles, etc., expliquèrent comment participer et organiser l'action. Le 3 octobre, plus de 100 000 personnes participèrent à une manifestation de préparation de la grève. A ce moment-là, se rendant compte que l'action allait être plus importante qu'il ne le pensait, le gouvernement procéda à quelques arrestations. Mais il ne

pouvait déjà plus arrêter cette mobilisation.

LE « PARO CIVICO NACIONAL » DU 19 OCTOBRE

La coordination nationale de la grève civique réunie le 19 octobre dans la matinée tire le bilan suivant : l'action a été un succès au-delà même de ce qu'on pouvait imaginer. Plus d'un million et demi de personnes y ont participé, elle a touché 28 États du pays (sur 32 que compte le Mexique). Dans plusieurs d'entre eux, les routes ont été bloquées : à Puebla, à Guerrero, Sonora, etc. Des terres ont été occupées à Veracruz, Sinaloa et Sonora. Mais c'est dans la vallée de Mexico que les actions ont été les plus importantes. Cette région regroupe, à elle seule, 18 millions d'habitants. Dans les zones ouvrières de Nezahualcoyotl, Naucalpan, Ecatepec, il y eut des meetings et des manifestations de plus de 5 000 personnes. Le Front national contre la répression (FNCA) organisa un meeting face au local de la police fédérale de la Sécurité, organe de répression politique, principale responsable des 530 disparitions de militants de gauche de ces dernières années. Dans la zone d'habitation de Tlaltelolco, où voilà 15 ans des étudiants étaient massacrés par les forces répressives (5) et où le PRT or-

4) Le Parti socialiste unifié mexicain (PSUM) est le résultat de la fusion à la fin de 1981 du Parti communiste mexicain (PCM) stalinien avec des formations nationalistes comme le parti du peuple mexicain (PPM) et le mouvement d'action populaire (MAP).

5) C'est sur la place Tlaltelolco qu'en octobre 1968, lors d'immenses mobilisations étudiantes, à la veille des jeux Olympiques de Mexico, les forces répressives du régime du PRI tirèrent sur la foule des manifestants, faisant plusieurs dizaines de morts et de nombreux blessés.

ganisa son meeting de fin de campagne électorale avec près de 50 000 participants, un grand meeting fut organisé et l'immense majorité des habitants éteignirent la lumière chez eux de 7 heures à 7 h 30 du matin. Puis, ils sortirent en manifestation jusqu'au centre de la ville en tapant sur des casseroles.

Ce même jour arrivait à Mexico la marche de protestation des Indiens Tzotziles de Chiapas, une ville se situant à la frontière avec le Guatemala. 700 Indiens Tzotziles, las de la situation de répression et de famine dans laquelle ils vivent participaient à cette marche qui dura une semaine. Quand ils traversèrent les marchés populaires de la ville de Mexico, les petits commerçants sortirent de leurs boutiques avec des paniers de vivres et de médicaments qu'ils leur distribuèrent afin d'exprimer leur solidarité. Presque toutes les écoles primaires et secondaires du pays étaient paralysées. Plus de 250 000 enseignants se mirent en grève, invitant les parents à se joindre à l'action.

La Chambre des députés discuta de cette journée de mobilisation. Le PRI, tout comme le PAN, et deux partis de gauche, complices de la politique du PRI, le Parti socialiste des travailleurs (PST) et le Parti populaire socialiste (PPS), condamnèrent cette journée d'action et dénoncèrent le PSUM et le PRT comme ses manipulateurs. La Télévision nationale tout comme les journaux accusèrent de même le PRT et le PSUM de vouloir déstabiliser le pays. Sous l'effet de cette forte pression qui s'exerçait sur leur parti, certains dirigeants du PSUM se désolidarisèrent de la grève. Dans la matinée du 19 octobre, le local central du PRT recevait deux coups de téléphone anonymes affirmant qu'une bombe allait y exploser et que si le « PRT voulait la guerre, il l'aurait ». Ces provocations furent dénoncées par la coordination de la grève qui rendit le gouvernement mexicain responsable de toute action menée contre le PRT.

Ainsi donc, cette première action de protestation fut un succès. Non seulement par la dimension qu'elle prit, mais aussi parce que ce fut une journée de fraternisation. Quelques mois auparavant, il aurait été impensable de voir ensemble des militants du PSUM, du PRT et d'autres, organiser au coude à coude des meetings, des manifestations, des barrages de routes, etc. La journée d'action du 19 octobre constitue un nouveau succès pour le PRT et sa politique de front unique qui vise à faciliter le processus de généralisation et de centralisation des luttes. C'est pourquoi le PRT s'emploie dès maintenant à préparer la prochaine action, en menant une politique destinée à amener les travailleurs à prendre en main l'ensemble de l'action. C'est pourquoi la prochaine grève devra se préparer dans les syndicats. ■

Sergio RODRIGUEZ
Mexico, 22 octobre 1983.

La fin de la domination coloniale britannique prévue pour 1997

Pékin réclame le retour à la souveraineté chinoise sur Hongkong

HONGKONG est une colonie de l'impérialisme britannique depuis 1842. Avec plus de 5 millions d'habitants dont la grande majorité sont des Chinois, c'est la plus peuplée des possessions actuelles de la Grande-Bretagne. Le dernier des traités imposés à la Chine en 1898 prévoyait que les « nouveaux territoires », adjoints à l'île de Hongkong et situés en face d'elle sur le continent, seraient administrés par le gouvernement de Londres jusqu'en 1997, alors que l'île elle-même avait été concédée à la Grande-Bretagne à perpétuité, en 1842. Or, l'île de Hongkong où se trouvent toutes les institutions financières de la colonie ne saurait survivre bien longtemps sans l'aide de ces « nouveaux territoires » qui lui assurent, par exemple, 90 % de ses besoins en eau potable. C'est donc autour de cette échéance de 1997 que se sont engagés en septembre 1982 des pourparlers entre le gouvernement britannique et la Chine pour la rétrocession de Hongkong. Entourées du plus grand secret, ces discussions en sont à leur cinquième phase, avec la série des consultations ouvertes le 19 octobre dernier.

Se considérant comme le « représentant de la population de Hongkong », l'un des négociateurs britanniques, Sir Edward Youde, gouverneur de Hongkong, a fait des déclarations qui ne laissent planer aucun doute sur la volonté britannique de maintenir, sous une forme ou une autre, son contrôle sur la colonie. Aujourd'hui, Hongkong est administrée par un Conseil exécutif nommé par le gouverneur britannique et habilité à prendre toutes les décisions importantes concernant la colonie. Ses membres font serment de tenir ses délibérations secrètes et les minutes de ses réunions ne peuvent être publiées avant trente ans. Un des membres de ce Conseil devait même récemment déclarer à la *Far Eastern Economic Review* que ce système était nécessaire parce que Hongkong n'« est pas prête pour des élections libres ». C'est dire si derrière le prétendu miracle financier de cette plaque tournante du capitalisme dans la région, se dissimule, en fait, l'exploitation des masses populaires chinoises de la colonie et leur tenue à l'écart de toute prise de décision concernant leurs propres affaires. Le droit à l'autodétermination et la lutte contre la domination coloniale sont donc liés pour les masses chinoises de Hongkong.

De son côté, le gouvernement chinois s'en remet, pour l'instant, à la date de 1997 pour fixer le moment de la rétrocession de la souveraineté chinoise sur Hongkong. Par divers canaux, Pékin a fait savoir que sa préférence pour l'avenir allait à une formule qui ferait de Hongkong une « région administrative spéciale ». Mais au-delà de certaines proclamations sur la possibilité, pour les populations chinoises, de décider de leur avenir, le Parti communiste chinois (PCC) n'a pourtant pas publiquement présenté ses projets précis sur le futur statut de la colonie. Une telle attitude ne peut donc entraîner l'adhésion massive des populations chinoises de Hongkong. Car derrière cette idée d'une « région administrative spéciale » semblent se dissimuler des concessions économiques et financières à la bourgeoisie locale et aux capitaux étrangers plus que la reconnaissance réelle du droit à l'autodétermination des masses populaires de Hongkong par la garantie de toute une série de leurs revendications démocratiques ou même un encouragement à leur mobilisation contre la domination coloniale.

Nous publions ci-après un article d'*October Review*, revue marxiste-révolutionnaire publiée à Hongkong, qui précise la position de ce courant par rapport à la nécessité de la reconnaissance des droits démocratiques des masses populaires de Hongkong et à la rétrocession de la souveraineté de la Chine populaire sur cette colonie.

Du 9 au 23 juillet 1983, une délégation de la Fédération des étudiants de Hongkong s'est rendue à Beijing (Pékin), Changhai et Guangzhou à l'invitation de l'Union nationale des étudiants chinois. De retour à Hongkong, la délégation a publié un communiqué de presse décrivant « la politique de la Chine en ce qui concerne l'avenir de Hongkong », telle qu'elle lui avait été expliquée par « les autorités responsables des affaires de Hongkong ». D'après ce communiqué, « les autorités responsables ont tenu à souligner que (...) cette politique n'était pas une promesse émanant d'une ou deux

personnes, ni la décision de quelque fonctionnaire ou organisme subalternes, mais la politique fondamentale au niveau national ».

LA POSITION DU PCC SUR HONGKONG

Avant d'exprimer notre réaction à la politique du Parti communiste chinois (PCC), telle qu'elle apparaît dans ce communiqué, il convient en premier lieu de saluer les efforts de la délégation de la Fédération des étudiants de Hongkong. Nous avons eu l'occasion de voir par le

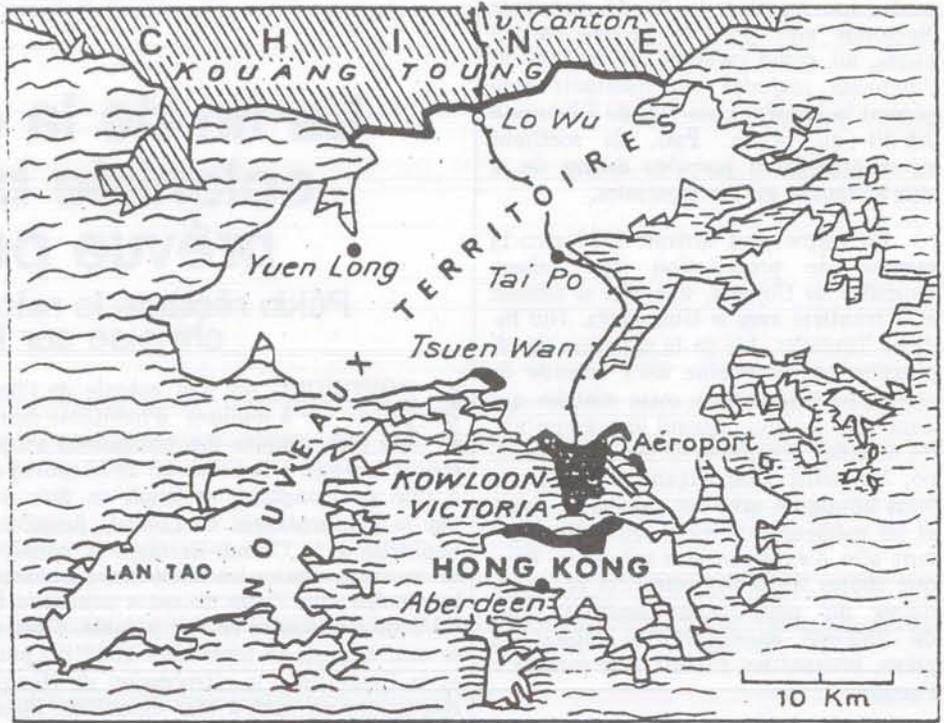
passé bon nombre de visiteurs des couches supérieures et moyennes, invités par la Chine, mais qui, en général, n'ont guère su ramener que des aperçus de la politique du PCC dénués de détails et de précisions et ne traitant que des questions intéressant les nantis.

Les étudiants qui ont, par contre, le souci de l'avenir de leur pays ont posé des questions aux autorités chinoises et ont ensuite publié les résultats de leur visite. C'est ainsi que l'opinion publique a pu se faire une idée plus précise de la politique du PCC sur l'avenir de Hongkong, et notamment de son orientation sur les questions liées à l'amélioration de la situation des citoyens de Hongkong (comme celle relative aux « élections », au « mode de vie », et aux « réformes sociales dans l'avenir »).

D'après le communiqué, les autorités concernées ont défini deux aspects de la politique du PCC : sa position sur la souveraineté, dans ses discussions avec les Britanniques, et la question des rapports entre la Chine et Hongkong après le rétablissement de cette souveraineté.

Sur la première de ces questions, le communiqué déclare : « les autorités concernées ont révélé que le rétablissement de la souveraineté sur Hongkong signifie le retour à l'exercice du pouvoir à Hongkong; la souveraineté et le pouvoir sont inséparables (...). Un pouvoir délégué ou un pouvoir conjoint sont impossibles ». La délégation a également été informée que « le moment approprié pour le rétablissement de la souveraineté se situe au cours de l'année 1997 ».

D'après les articles parus ces derniers temps, Hu Yaobang, le secrétaire général du Parti communiste chinois, aurait déclaré au directeur du journal japonais *Mainichi Shimbun* : « En ce qui concerne les prétendus Trois accords sur Hongkong, nous les considérons comme injustes. Mais ces Accords sont une réalité, et il y est expressément affirmé que la date d'expiration est le 30 juin 1997 (1). Nous n'avons donc l'intention ni d'avancer cette date, ni de la repousser. Nous reprendrons Hongkong le 1er juillet 1997. Pour la Chine, il s'agit là d'une attitude de respect de l'histoire. » (2). Le peuple apprenait, ainsi, au moins la date à laquelle le PCC avait l'intention de restaurer sa souveraineté sur Hongkong et par la même occasion qu'il ne céderait pas le pouvoir à Hongkong à des étrangers, ni sous la forme d'un « pouvoir délégué », ni sous celle d'un « pouvoir conjoint ». Mais le gouvernement chinois devrait respecter le droit de décision du peuple de Hongkong avant d'annoncer au monde que le rétablissement de la souveraineté de la Chine sur Hongkong signifie que la nation, dans son ensemble, reprend le pouvoir dans ses anciens territoires. Car cela signifie aussi que le peuple de Hongkong a le droit d'avoir son propre gouvernement. Ce n'est que lorsque la souveraineté repose sur le peuple qu'il n'y a pas de séparation entre la souveraineté et le pouvoir et qu'il y a un véritable auto-gouvernement. Ce n'est qu'alors que le gouvernement chinois obtiendra le sou-



tien du peuple de Chine et de Hongkong, et des opprimés du monde entier, dans sa lutte contre les impérialistes pour le rétablissement de la souveraineté et pourra remporter la victoire.

Mais c'est précisément parce que le PCC refuse au peuple tous ses droits à gérer et à gouverner le pays, parce qu'il monopolise tout le pouvoir entre ses mains, que sa politique a connu l'échec et que le peuple de Hongkong perçoit le rétablissement de la souveraineté du PCC sur Hongkong comme l'extension du pouvoir dictatorial du PCC à Hongkong.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, alors que la Grande-Bretagne est incapable de continuer à occuper Hongkong par la force, la majorité des gens en Chine et à Hongkong adoptent encore une attitude d'expectative sur cette question. Seule une minorité d'intellectuels, de jeunes, de travailleurs et les marxistes-révolutionnaires s'élèvent contre le régime colonial. Et la bourgeoisie, en alliance avec les colonialistes, peut parler de « maintien du statu quo » et tenter d'étendre le régime colonial.

La revendication que les Britanniques rendent à la Chine la souveraineté sur Hongkong, n'est pas une position très ferme du PCC. Bien qu'il prétende ne pas reconnaître les accords passés avec les Britanniques, le PCC reconnaît, en fait, l'accord sur les « nouveaux territoires ». Le discours de Hu Yaobang l'a clairement précisé. La position du PCC sur le rétablissement de la souveraineté est, en effet, fondée sur la date d'expiration de l'accord sur les « nouveaux territoires » (en 1997) et ce, au nom du respect du fait historique, c'est-à-dire de l'intimidation de la Chine par les impérialistes britanniques. Avec de telles positions, il est hautement probable que le PCC fasse des concessions à la table des négociations, concessions qui permettront aux Britanniques de préserver les intérêts qu'ils ont acquis « historiquement » — mis à part le

fait que le pouvoir à Hongkong sera remis au PCC.

Ce compromis défavorable à la Chine, mais néanmoins très probable, ne peut se réaliser que par le biais de négociations secrètes. Le peuple chinois et en particulier les résidents de Hongkong doivent donc s'opposer à toutes discussions secrètes. Les négociations secrètes signifient que les deux parties en présence se servent des intérêts du peuple comme monnaie d'échange dans les marchandages qu'ils conduisent sous la table. Alors qu'on refuse aujourd'hui au peuple de Hongkong, jusqu'au droit élémentaire d'être informé du sort qu'on lui prépare, quels sont donc les moyens qui pourraient lui permettre de gouverner Hongkong, dans l'avenir ?

1) Le contrôle de l'île de Hongkong et des territoires adjacents par l'impérialisme britannique a été entériné par trois accords signés successivement en 1842, 1860 et 1898. Le traité de Nankin, en 1842, a été imposé par la Grande-Bretagne à l'issue de la guerre de l'opium et sanctionnait l'ouverture de la Chine à la pénétration commerciale britannique. Il accordait notamment le contrôle de Hongkong à la Grande-Bretagne et ouvrait plusieurs villes chinoises au commerce britannique. C'est après la seconde guerre de l'opium, menée par les Français et les Britanniques à partir de 1856, qu'en 1860, à la Convention de Pékin, de nouveaux territoires (Kowloon sur la partie continentale de la Chine et les îles Stonecutters) sont adjoints à la colonie britannique de Hongkong. Enfin, une nouvelle partie du territoire chinois est concédée à la domination britannique après une nouvelle défaite chinoise dans la guerre sino-japonaise de 1894. Une convention sino-britannique signée à Pékin en 1898, sanctionne cette cession de nouveaux territoires continentaux à la Grande-Bretagne pour une période de 99 ans, soit jusqu'en 1997. Ce dernier traité est souvent dénommé Accord sur les nouveaux territoires.

2) Dépêche du 15 août 1983, en provenance de Pékin et publiée le 16, dans le *Wen Hui Bao* de Hongkong.

LA QUESTION DE LA « ZONE ADMINISTRATIVE SPECIALE »

En ce qui concerne les rapports de Hongkong et des résidents de Hongkong avec la Chine, et plus précisément avec le PCC, le communiqué a révélé que « lorsque la Chine récupérera la souveraineté, (...) elle pourra, selon les termes de l'article 31 de la Constitution, désigner Hongkong comme une 'zone administrative spéciale' » pour « y instituer un haut degré de fonctionnement local autonome, d'autogouvernement ». Cette prétendue autonomie locale du gouvernement est alors décrite en dix points (3), dont voici le résumé : le droit ultime et final de gouverner reviendra au PCC; le système capitaliste sera maintenu; les intérêts économiques des colonialistes pourront être intégrés aux structures du « Hongkong gouverné par le peuple de Hongkong ». En d'autres termes, le PCC demande à l'ensemble des masses populaires de Hongkong d'accepter de passer, dans la période initiale de restauration de la souveraineté, de la sujétion au régime colonial à la sujétion à un régime conjoint du PCC et de la bourgeoisie (y compris les colonialistes), sans le moindre changement de leur situation d'opprimés.

Mais cela n'exclut pas la possibilité d'un pouvoir direct du PCC à Hongkong, dans l'avenir. Les autorités concernées ont parlé de leur « haute position de principe » et de leur « grande flexibilité », ce qui implique que le PCC pourrait déployer ses armées à Hongkong dès lors qu'il lui serait nécessaire de placer Hongkong sous son contrôle direct.

Bien que le PCC ait promis « de ne pas intervenir dans les affaires intérieures de Hongkong, celles-ci devant toutes être décidées et gérées par le peuple de Hongkong », et bien qu'il ait souligné que c'était une décision politique fondamentale prise au niveau national, le peuple de Hongkong n'a pas confiance en lui parce qu'il connaît le passif de vacillations et de promesses non tenues du PCC. Pour que le peuple de Hongkong puisse avoir confiance dans le PCC, il faudrait que les conditions suivantes soient remplies :

1) Lorsque le peuple de la Chine continentale réclame des réformes démocratiques, et que les minorités nationales réclament l'autodétermination, le PCC doit exprimer sa sincérité par des actes, remettre le pouvoir aux ouvriers et aux paysans et permettre aux minorités nationales de s'autodéterminer. Auparavant, tous les prisonniers politiques doivent être libérés, et la liberté d'expression et d'organisation pour que les ouvriers et les paysans puissent créer leurs organisations et partis politiques doit être reconnue, — c'est-à-dire que la démocratie socialiste doit être mise en pratique.

2) Le PCC, plus grand parti politique de Chine à l'heure actuelle, doit œuvrer, à Hongkong, à encourager et aider les humbles à s'organiser immédiatement dans le but de prendre le pouvoir à Hongkong pour le remettre aux masses travailleuses. En même temps, il doit se

dissocier de la bourgeoisie. Ce n'est qu'alors que les larges masses laborieuses pourront avoir confiance en lui et qu'« un haut degré d'autogouvernement local » pourra se réaliser.

Mais la réalité nous montre que le PCC est incapable de s'orienter dans cette voie. L'intensification de la répression du mouvement démocratique en Chine montre que ses déclarations en faveur de réformes démocratiques ne sont pas sincères. Quant aux réformes démocratiques urgentes — la participation du peuple à la vie politique, la formulation de lois et d'un système légal, les réformes sociales — dont Hongkong a besoin aujourd'hui-même, le PCC en décharge la responsabilité sur le peuple de Hongkong. Par contre, il insiste sur le fait que « mises à part les clauses contraires à la souveraineté, Hongkong peut garder les lois actuellement en vigueur ». Cela signifiera que la bourgeoisie et les colonialistes pourront continuer à utiliser leur puissance financière pour contrôler la législation, la justice et l'administration, et qu'il n'y aura aucun changement dans la situation des masses laborieuses, exploitées et opprimées, même après le rétablissement de la souveraineté, à moins que leurs propres forces ne leur permettent de se battre pour le changement.

L'autogouvernement de Hongkong ne pourra voir le jour que lorsque les masses elles-mêmes en créeront les conditions. Les masses laborieuses doivent se mobiliser et s'organiser en même temps qu'elles contribuent à aider à la réactivation de l'activité des masses laborieuses en Chine continentale, de manière à ce que l'union soit possible et qu'elles avancent ensemble sur la voie de l'autogouvernement du peuple.

L'urgence et la justesse de cette voie sont aujourd'hui plus évidentes que jamais. Le fait est que tous ceux qui prônent l'unification de la Chine, mais rejettent les privilèges bureaucratiques, proposent des réformes démocratiques simultanées sur le continent, à Hongkong et à Taiwan. L'intégration authentique de la nation ne pourra s'accomplir que par la lutte du peuple pour l'autogouvernement. Ces idées ont trouvé une expression dans les documents politiques de certaines organisations étudiantes et de certains organes politiques.

Les masses laborieuses de Hongkong, dans leur majorité, préfèrent garder le silence sur l'avenir de Hongkong. Le régime colonial leur répugne, mais elles ne sont pas prêtes à accepter le régime bureaucratique. En même temps, elles manquent de confiance pour se lancer dans la lutte pour l'autogouvernement et ne se sentent pas soutenues par un mouvement de masse en Chine. Cependant, en pratique, elles se battent pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de leur statut politique, comme en témoignent l'extension des luttes ouvrières, des luttes des associations de quartier, l'opposition aux augmentations de prix des denrées et des transports urbains, et les tentatives d'élargir leur participation à la vie politique. Pour que ce mouvement social puisse

s'élever jusqu'au niveau d'une lutte générale pour l'autogouvernement, il faudrait que la mobilisation se poursuive afin d'unir les forces dispersées et qu'elle soit guidée par une direction consciente de l'orientation nécessaire de la lutte.

Les éléments progressistes ont le devoir de définir leur propre position politique et de lier la question des réformes démocratiques aux besoins urgents des larges masses. Par la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie, la conscience et la confiance des masses pourront progresser. Cela signifie que les éléments progressistes doivent se placer dans le camp des masses populaires pour faire avancer le mouvement national et démocratique par le bas.

POUR LE RESPECT DU DROIT DU PEUPLE DE HONGKONG A L'AUTODETERMINATION

Puisque le PCC, tout autant que le gouvernement britannique de Hongkong ont été obligés de prétendre qu'ils représentaient la volonté du peuple, et qu'ils ont tous les deux pris position en faveur du « respect » de la volonté du peuple, le peuple de Hongkong a la possibilité et le devoir d'exploiter ces promesses verbales pour concrétiser ses droits.

L'application de ce principe à la question de la « zone administrative spéciale » signifie les points suivants :

1) Comme les organisations étudiantes l'ont indiqué, la réforme de la situation actuelle est la précondition au rétablissement de la souveraineté de la Chine. Sans elle, la souveraineté et le pouvoir resteraient aux mains de ceux qui maintiennent le *statu quo* injuste. Le gouvernement chinois doit encourager le peuple de Hongkong à participer à la vie politique et œuvrer pour le changement des conditions actuelles.

Aujourd'hui, les masses progressistes de Hongkong se battent pour des réformes démocratiques et notamment pour :

— l'abolition de toutes les lois et ordonnances qui violent les droits humains et les droits civiques; la formulation de nouvelles lois et d'ordonnances qui garantissent ces droits démocratiques;

— l'éducation dans la langue maternelle; onze ans d'éducation gratuite; la démocratisation du système éducatif;

— la surveillance des grandes entreprises industrielles, commerciales et financières; la suppression des profits énormes et de la spéculation financière;

— l'élargissement de la participation des citoyens à la vie politique; la réforme de toute la structure politique.

En un mot, les masses se battent, aujourd'hui, pour le droit de se gouverner et n'attendent pas simplement le rétablissement de la souveraineté.

3) Voir le communiqué reproduit dans *Wen Hui Bao* de Hongkong du 29 juillet 1983.

2) En ce moment, la bourgeoisie et le gouvernement de Hongkong sont en train d'intensifier leurs atteintes aux droits du peuple de Hongkong, grâce à leur système de propriété privée. Face aux tentatives du gouvernement de privatiser les biens publics, il est nécessaire d'exiger que tous les biens mobiliers et immobiliers qui sont au nom du gouvernement actuel de Hongkong, restent propriété publique, que le fonds de réserve soit rendu à Hongkong, et qu'on interdise aux services publics de passer au privé. Face aux tentatives des sociétés capitalistes étrangères de contrôler les moyens de subsistance du peuple grâce à leur position de monopole dans les principaux secteurs économiques, il est nécessaire, au minimum, d'exiger que tous les services d'utilité publique passent au secteur public.

3) Il faut transformer la position vague selon laquelle « toutes les affaires de Hongkong doivent être décidées et gérées par le peuple de Hongkong » en affirmation plus précise de la nécessité d'un « gouvernement démocratique de Hongkong par le peuple de Hongkong ». Cela doit se concrétiser dans la création, par un processus démocratique, d'un Congrès de députés ayant les pleins pouvoirs et la création, par un processus démocratique, d'un gouvernement placé sous la surveillance des citoyens. Cela signifie :

- la mobilisation générale du peuple pour la participation à la vie politique par le biais d'élections générales; la reconnaissance des droits du peuple à participer à la prise des décisions, à la surveillance et à la révocation des responsables gouvernementaux;

- l'établissement de canaux par lesquels le peuple puisse proposer et débattre toutes sortes d'idées, par le plein exercice de la liberté de parole, de presse, de rassemblement, d'organisation de partis politiques, etc.;

- la limitation du pouvoir de coercition des organes policiers, pour les confiner aux seules affaires d'ordre véritablement criminel. La vie quotidienne du peuple doit être ordonnée par l'autodiscipline et l'autogestion, principalement par le biais des organisations de quartier;

- toutes les propositions concernant la législation, la justice, l'administration et la sécurité sociale doivent d'abord être débattues démocratiquement par le peuple avant que le Congrès des députés du peuple, issu d'élections générales, et souverain, ne prenne la décision finale. Les responsables des plus hautes instances administratives pourront aussi être nommés par le Congrès.

4) En même temps qu'on s'efforce de rendre Hongkong à la Chine, il faut que des réformes démocratiques soient instituées en Chine. Les Chinois de Hongkong veulent la création par un processus démocratique d'un congrès souverain des députés des ouvriers, des paysans et des soldats en Chine. Ils sont disposés à subordonner le congrès du peuple de Hong-

kong au congrès du peuple national. Mais ils sont très réticents à le subordonner à une « assemblée » ou à un gouvernement qui fait fi des droits du peuple, qui est manipulé par la bureaucratie et qui s'oppose au peuple. S'il n'y a pas de réforme démocratique en Chine, le peuple de Hongkong a le droit de décider quand et comment Hongkong reviendra à la Chine.

Ceux qui mettent un trait d'égalité entre le parti et le pays peuvent accuser cette position de « séparatisme ». Mais, comme certaines organisations politiques de Hongkong l'ont déjà indiqué, l'identification avec un pays ou une nation n'équivaut pas à l'identification avec un régime. Il se peut qu'il y ait des réformes démocratiques en Chine, avant le « rétablissement de la souveraineté », de la Chine sur Hongkong (par exemple avant 1997, la date décidée par le PCC), auquel cas, il n'y aurait nulle raison de se préoccuper d'une « séparation ». En fait, c'est le schéma actuel du PCC qui accorde à la bourgeoisie le droit de se séparer du système économique de la Chine.

D'après le communiqué, le PCC a déclaré que « les éléments de droite, les trotskystes et toutes les personnalités religieuses » pourront se présenter aux élections et que « les activités du Kouoming-tang, des trotskystes et de toute personne ayant un passé politique particulier ne seront pas limitées si elles ne s'engagent pas dans la voie du sabotage ». Le PCC a fait cette déclaration d'une part parce qu'il mène une campagne pour rallier ses adversaires, et d'autre part parce qu'il

a subi la pression des masses. En ce qui concerne les trotskystes, le PCC a dû les reconnaître comme une force parce qu'ils maintiennent leur point de vue depuis de longues années et qu'ils ont acquis une certaine influence parmi les masses. Les masses peuvent en tirer un certain espoir, mais elles ne doivent pas se faire d'illusions puisque, à l'heure actuelle, de nombreux dissidents sont encore emprisonnés en Chine. Les droits démocratiques du peuple ne peuvent être garantis que par les efforts du peuple lui-même.

Il faut bien comprendre que la tactique du PCC consiste à attirer la haute société de Hongkong en lui promettant la protection de ses substantiels intérêts. Face aux jeunes intellectuels et aux larges masses laborieuses, il ne sait que faire valoir l'argument du « nationalisme » pour les convaincre d'accepter le nouveau pouvoir. Pour contrer cette tactique du PCC, il faut établir un front uni de toutes les forces opprimées — tous les groupes populaires, partis et organisations — pour qu'elles se placent toutes sous l'étendard commun du « gouvernement démocratique de Hongkong par le peuple de Hongkong ». Il faut engager une action commune pour cet objectif commun, sans que les divergences sur d'autres points ne viennent limiter l'efficacité de cette alliance. ■

OCTOBER REVIEW
Hongkong, septembre 1983.

MIEDZYNARODOWA
KORESPONDENCJA
PRASOWA

SOLIDARNOSC Z SOLIDARNOSCIA

INPREKOR

Z REGIONÓW
WROCLAW, LUBLIN, ŚLĄSK

12

Vient de paraître

INPREKOR EN POLONAIS

No 12

Au sommaire :

- Dossier : les rapports de travail et les conditions de lutte dans les entreprises (en annexe : le compte-rendu des grèves de ces derniers mois);
- « Nous avons misé sur les commissions d'entreprises », entretien avec deux dirigeants de Solidarité de la région de Lublin;
- Entretien avec les militants d'une grande usine de Wrocław;
- La situation de Solidarité en Silésie;
- Grèves à Pavlovo en URSS;
- La lutte pour l'indépendance de classe et la gestion ouvrière en Bolivie.

Prix d'un exemplaire : 15 francs;
abonnement d'un an (6 numéros) :
75 francs. Commandes à :

PEC
2, rue Richard Lenoir
93 108 Montreuil — France
(mention « Inprekor - édition
polonaise »).



NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

VENEZUELA

L'OSR présente des candidats aux élections générales

Le 4 décembre prochain, quelque huit millions d'électeurs et d'électrices sont appelés aux urnes pour désigner au suffrage direct majoritaire à un tour, le Président de la République, le Sénat et la Chambre des députés, ainsi que les assemblées des différents Etats du pays. Dans le numéro 159, du 24 octobre dernier, d'*Inprecor*, était publié un article rédigé par un dirigeant de l'Organisation socialiste révolutionnaire (OSR), organisation sympathisante de la IVe Internationale au Venezuela, qui analysait l'enjeu de ces élections dans le contexte d'une situation de crise économique et de diminution des rentrées financières liées à la production pétrolière.

Dans la campagne présidentielle, l'OSR apporte un appui critique au candidat de l'Alliance pour l'unité du peuple, Jose Vicente Rangel, qui dispose aussi du soutien de plusieurs organisations ouvrières dont le Parti communiste vénézuélien (PCV). L'OSR, en commun avec d'autres groupes révolutionnaires qui soutiennent aussi la candidature de Rangel, à savoir le Groupe d'action révolutionnaire (GAR), le Peuple avance (EPA) et les Comités d'unité populaire (CUP), a formé un front unique révolutionnaire dénommé « Convergence révolutionnaire », sur la base d'une plate-forme programmatique. Ce front qui s'attache à développer des comités socialistes de base durant la campagne électorale présentera ses propres listes de candidats pour les consultations générales.

L'OSR présente dans le cadre de ces listes, plusieurs de ses militants pour les élections sénatoriales et parlementaires. Ainsi, Ricardo Galindez, un jeune travailleur, directeur du périodique *Topo Obrero* (*La Taupe ouvrière*) et dirigeant du Comité de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador est-il candidat au Sénat dans l'Etat de Lara. Josefina Mujica, une dessinatrice, et militante de *Topo Obrero* sera candidate à la députation, de même que Jose Gonzalez, un jeune ouvrier de la métallurgie. Ines Mujica et Ana Maria Onofrieti, toutes les deux ouvrières, sont présentées à l'élection à l'Assemblée législative de l'Etat de Lara.

Dans l'une des trois provinces industrielles du pays, celle de Carabobo, c'est un prêtre connu pour son travail avec les communautés chrétiennes de base et son soutien aux luttes des travailleurs, Miguel

Galindez, qui est présenté à l'élection au Sénat. Aux élections des assemblées locales des Etats de Lara et Valencia sont aussi respectivement présentés Filadelfo Aranguren et Domingo Figueira, deux travailleurs connus de ces provinces. Domingo Figueira est par ailleurs dirigeant du Comité de solidarité avec le Salvador.

Plusieurs de ces militants ont eue une participation significative à la grève avec occupation qui dura huit jours en octobre dernier, à l'entreprise métallurgique Univena à Barquisimeta, et qui fut l'une des luttes sociales les plus importantes de ces dernières années. ■

ARGENTINE

"Elle va finir, elle va finir, la dictature militaire"

Lors des élections présidentielles de septembre 1973, Juan Domingo Peron obtenait 62 % des suffrages exprimés, tandis que le candidat de l'Union civique radicale (UCR), Ricardo Balbin, totalisait 24 % des voix. Le candidat de droite de l'Alliance populaire fédéraliste remportait 12 % des suffrages. Et le quatrième candidat, celui du Parti socialiste des travailleurs (PST), formation dirigée par Nahuel Moreno qui a scissionné de la IVe Internationale en 1979, obtenait 181 000 voix, soit 1,5 % du total.

Dix ans après, les élections du 30 octobre 1983, qui interviennent après sept ans de dictature militaire, illustrent un changement aussi bien dans les résultats électoraux que dans la cohésion des forces politiques en présence. A la place des quatre candidats de 1973, il n'y en avait, cette fois, pas moins de treize. Cette prolifération des candidatures reflète un phénomène d'atomisation politique, conséquence des nombreuses ruptures et scissions intervenues dans les anciennes organisations politiques sous la dictature militaire.

A gauche, plusieurs courants se présentaient aux élections de 1983. Il y a le Mouvement pour le socialisme (MAS) principalement animé par d'anciens militants du PST et le Parti ouvrier (PO), deux organisations qui se revendiquent du trotskysme mais qui n'ont pu se mettre d'accord sur des candidatures communes (cf. *Inprecor*, numéro 160 du 7 novembre 1983). Il y a aussi le Parti communiste argentin (PCA), très pro-soviétique, qui présentait ses candidats aux élections générales mais soutenait le candidat péroniste aux présidentielles. Il y a enfin les courants du Parti socialiste populaire, du

Front de la gauche populaire, de l'Alliance démocratique socialiste et du Parti intransigeant. La droite est également cartellisée entre les candidats de l'Alliance fédérale, du Mouvement d'intégration et de développement, de l'Union du centre démocratique et des démocrates-chrétiens.

Au-delà de cette diversité, le Parti justicialiste des péronistes et l'Union civique radicale sont les deux grands courants politiques qui se sont affrontés dans ces élections.

La consultation du 30 octobre comprenait l'élection d'un collège de 600 grands électeurs qui doivent ensuite désigner le président de la République, des élections législatives au Sénat et à la Chambre des députés, ainsi que celle des gouverneurs des Etats. Les résultats sont globalement inversés par rapport à ceux de 1973. Le candidat radical, Raoul Alfonsin, arrive en tête avec 52 % des voix, soit une majorité absolue de 317 représentants au sein du collège électoral qui élira le président de la République le 30 novembre. Le péroniste Italo Luder obtient 40 % des suffrages, tandis que le Parti intransigeant n'en obtient, lui, que 2 % avec 344 000 voix. L'ensemble des autres candidats se répartissent les 4 % restant, déduction faite des 2 % de votes blancs ou nuls.

La première constatation que l'on peut tirer de ces résultats, est une polarisation maintenue, même si elle est inversée par rapport à 1973, entre les deux grandes forces politiques traditionnelles, radicale et péroniste, qui remportent ensemble 92 % des suffrages. A leur droite, comme à leur gauche, les résultats sont tout à fait modestes. Le MAS n'a obtenu que 40 000 voix, soit 0,3 % des suffrages et le PO réalise avec 13 000 voix (0,09 %) le plus mauvais score de toutes les formations en lice. La désunion de ces deux formations politiques et le phénomène du « vote utile » contre la dictature qu'ont capitalisé inégalement les deux grands partis politiques, surtout l'UCR d'ailleurs, expliquent ces résultats très faibles. Ainsi, ces élections n'ont pas donné lieu à l'expression indépendante d'un courant ouvrier radical sur le plan électoral, alors même que ce courant existe pourtant dans le mouvement syndical et dans les luttes. Le PCA qui soutenait les péronistes a, sans doute, contribué à cette mystification. Il espérait bien obtenir plusieurs députés, mais avec 2 % des suffrages, il n'en a finalement obtenu aucun.

Du côté des partis de droite, on assiste à un phénomène identique de marginalisation sur le plan électoral, le Mouvement d'intégration et de développement n'obtenant que 1 % des voix.

Toutefois, il est indéniable que le succès électoral des radicaux — qui est plus large au niveau de l'élection présidentielle que dans les législatives puisque les radicaux vont disposer de la majorité à la Chambre des députés, mais que les péronistes l'emportent au Sénat — est l'expression d'une dynamique de vote utile qui représente le sentiment largement répandu d'en finir avec la junte militaire et de mettre en place un gouvernement civil. Ce vote en faveur des radicaux signifie aussi partiellement le rejet, par une partie de l'électorat anciennement péroniste, pas forcément d'ailleurs par son électorat ouvrier, de la compromission des dirigeants de ce courant avec la dictature militaire. Le sentiment profondément antidictatorial de la population argentine s'est exprimé de différente façon lors de la campagne électorale, y compris dans les réunions électorales de la droite la plus conservatrice où l'on pouvait entendre des slogans comme « *elle va finir, elle va finir, la dictature militaire* ».

Toutefois, les 40 % des péronistes montrent qu'ils maintiennent encore une grande partie de leur électorat ouvrier, même si leur défaite électorale va accentuer la crise de direction du mouvement péroniste. Car le résultat électoral est aussi l'expression de la crise de l'appareil péroniste de contrôle sur le mouvement ouvrier. Certes, on a pu noter une différence entre les deux meetings de clôture de la campagne électorale. Celui des radicaux, avec 500 000 personnes, rassemblait surtout des éléments des couches moyennes. Celui des péronistes, qui rassemblait un million de travailleurs, illustre aussi la crise du mouvement péroniste à travers la dichotomie entre une tribune faite de dirigeants politiques et syndicaux compromis avec la dictature et une base ouvrière désorganisée mais frondeuse. Ainsi lors d'un meeting tenu le 17 octobre, le dirigeant péroniste Miguel Lorenzo fut-il empêché de parler par la foule, tandis que des dirigeants syndicaux étaient hués.

La victoire radicale est donc avant tout un vote antidictatorial et, seulement partiellement, un vote de défiance par rapport aux péronistes, considérés comme en partie responsables de l'arrivée des militaires au pouvoir. Cependant, la stabilisation du gouvernement bourgeois civil que mettra en place Alfonsín, dès le mois de décembre, est loin d'être acquise. En dernière analyse, c'est dans le mouvement de lutte de la classe ouvrière et dans la possibilité de centralisation d'un pôle syndical de lutte de classe au sein du mouvement ouvrier, que réside la clé de la situation. La classe ouvrière a subi de plein fouet la répression politique et économique de ces sept dernières années de dictature militaire. La crise économique a entraîné la réduction de 18 % du nombre des entreprises du pays. Le chômage est passé de 2 % en 1975 à 30 % en 1981, par rapport à la population active. Certains secteurs comme celui de l'automobile sont touchés de manière particulièrement bru-

tales. A cela vient s'ajouter le fait que plus de 50 % des 30 000 disparus étaient des militants syndicalistes. Les Mères de la place de Mai ont d'ailleurs constaté que la plupart d'entre eux étaient des militants de base, des délégués et représentants des grands syndicats industriels du pays. La colonne vertébrale du syndicalisme militant dans les industries a donc été désarticulée par la crise économique et la répression militaire. Cependant, les grèves appelées ces dernières années par les deux centrales syndicales du pays (le 24 avril 1979, le 22 juillet 1981, le 6 décembre 1982 et le 28 mars 1983) sont significatives de la réactivation du mouvement ouvrier et de la volonté de lutte unitaire des bases syndicales.

Durant l'été dernier, ce sont plusieurs millions de travailleurs qui sont entrés en lutte sur des revendications économiques et démocratiques. Et c'est pour capitaliser sur le terrain électoral cette vague de mobilisations ouvrières que les bureaucraties syndicales appelèrent à la grève générale du 4 octobre dernier. C'est donc avec une force ouvrière en recomposition que devra compter le nouveau gouvernement civil. Alors s'exprimera sans doute la volonté populaire d'en finir avec tous les aspects de la dictature militaire.

LES NOTRES

FARRELL DOBBS (1907-1983)

Nous publions ci-dessous le message envoyé par le Secrétariat unifié de la IVE Internationale en hommage à Farrell Dobbs, dirigeant du Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis, qui est décédé le 31 octobre dernier en Californie.

« Farrell Dobbs a incarné comme peu ont su le faire, la compréhension de la nécessité de la construction d'un parti socialiste révolutionnaire pour libérer la classe travailleuse qui a été celle des meilleurs dirigeants de la classe ouvrière.

« Il y a plus de quarante ans, et bien qu'il ait déjà acquis une stature historique comme militant syndical, Farrell Dobbs quitta le travail syndical pour diriger un petit parti marxiste révolutionnaire.

« Farrell Dobbs a dirigé le SWP pendant toutes les années 1950, la période la plus difficile de l'histoire du mouvement socialiste américain. Il symbolise la détermination des cadres trotskystes des Etats-Unis de persévérer à tout prix dans leur travail de construction du parti révolutionnaire dans ce pays, qui tient une place centrale dans le monde capitaliste et impérialiste actuel.

« La stature de Farrell Dobbs et son dévouement total à son objectif de construction de l'instrument nécessaire à la libération de la classe ouvrière et de toute l'humanité témoignent de la qualité du

petit groupe de révolutionnaires qui s'étaient regroupés autour de Léon Trotsky pour reconstruire le parti révolutionnaire international et pour continuer à développer le marxisme révolutionnaire comme un instrument scientifique.

« La IVE Internationale honore la mémoire de Farrell Dobbs comme un exemple du dévouement des cadres éduqués par Trotsky pour la tâche de construction du parti mondial de la révolution socialiste. »

Secrétariat unifié
de la IVE Internationale,
2 novembre 1983.

SUISSE

Succès de la manifestation anti-missiles du 5 novembre

Les semaines passées ont vu de nombreuses et gigantesques manifestations se dérouler dans plusieurs pays européens contre l'installation des missiles de l'OTAN (cf. article publié dans ce même numéro d'*Inprecor*, en page 5). La Confédération helvétique a connu, elle aussi, une importante manifestation à Berne, le 5 novembre dernier. Ce sont en effet 60 000 personnes qui ont manifesté, ce jour-là, devant les ambassades américaine et soviétique et se sont ensuite massées sur la place fédérale, ce qui représente l'équivalent de près de 400 000 personnes à Bonn, capitale de l'Allemagne fédérale, par exemple. A l'image d'un certain nombre d'autres pays, il n'est donc plus possible en Suisse, non plus, de parler du mouvement pacifiste comme d'un simple « feu de paille ». Outre ce rassemblement de Berne, plusieurs éléments en attestent. Ainsi, un sondage d'opinion effectué par la télévision suisse alémanique révèle que 48 % des personnes interrogées estiment que l'installation des missiles de l'OTAN devrait être repoussée au profit de la poursuite des négociations américano-soviétiques de Genève. Ce pourcentage atteint 42 % en Suisse romande. 42 % de personnes se prononcent aussi pour une « *politique plus active de paix* » de la part des autorités helvétiques, tandis que 48 % considèrent que les Cruise et les Pershing 2 n'apportent pas une contribution positive à leur sécurité.

D'un autre côté, les partis bourgeois et le Conseil fédéral ont multiplié les calomnies contre les manifestants pacifistes. Le Parti radical et la Société des officiers suisses ont critiqué l'unilatéralisme d'une manifestation qui ne dénonçait pas les SS 20 dans sa plate-forme. La raison d'une telle réaction a été explicitée de multiples fois par les déclarations d'officiers supérieurs qui attestent du soutien de la politique actuelle du Conseil fédéral au déploiement des euromissiles.

C'est donc la politique d'alignement du Conseil fédéral, de l'état-major et du Parlement sur l'OTAN qui, ce 5 novembre, a pris une gifle monumentale.

tant autour d'une plate-forme unique des travailleurs, avec des revendications centrales sur le plan politique, économique et social. Sur le plan politique, les travailleurs exigent la suppression de tous les décrets antisyndicaux, la libération de tous les prisonniers politiques et syndicaux. Au niveau économique, ils revendiquent une augmentation des salaires et une baisse du prix des aliments de base. Et dans le domaine social, une prise en charge des traitements médicaux de tous les travailleurs — y compris ceux de la campagne — par l'Institut de sécurité sociale.

— Car ce n'est pas le cas aujourd'hui ?

— Non : il y a justement un scandale à dénoncer. Les ouvriers paient en effet une cotisation à la Sécurité sociale. Cette cotisation est retenue par les patrons. Mais il arrive souvent que lorsque le travailleur va demander des soins à l'Institut de sécurité sociale, on lui réponde qu'il n'a pas payé de cotisation et qu'il ne peut donc se faire soigner. Car les patrons n'ont pas versé les sommes retenues sur les salaires. Les travailleurs considèrent qu'en fait, ils paient ainsi un véritable impôt de guerre, puisque les patrons utilisent cet argent pour financer la répression.

Mais pour en revenir aux revendications, il faut ajouter que la plate-forme demande également que l'Université redevenue autonome. Placée sous contrôle gouvernemental depuis 1980, l'Université n'est plus un endroit où les travailleurs peuvent se cultiver, elle est devenue en fait, une vraie caserne.

Voilà les principaux points de cette plate-forme revendicative, pour laquelle la FSR s'engage à organiser la lutte.

— Tu as parlé au début de notre entretien d'un mouvement de grève au Salvador. Qu'en est-il ?

— Depuis le 27 septembre, un mouvement de grève s'est déclenché au Salvador. A son origine, il y a les travailleurs de l'Institut de l'habitat, institut gouvernemental chargé de construire des logements à bon marché, qui demandent la réembauche de 1 257 de leurs camarades licenciés, une augmentation de 25 % des salaires et surtout l'abolition du décret leur interdisant de se syndiquer et de celui qui les incorpore automatiquement à l'armée, ainsi que la négociation d'un contrat collectif. Ils ont été rejoints dans cette lutte par les travailleurs des banques et des instituts financiers. Plusieurs usines sont entrées en grève de solidarité dans le textile et l'alimentation (usines textiles Minerva et Leon, usine Lido dans l'alimentation). Les travailleurs de la Sécurité sociale, ceux du Syndicat du café, ceux de l'Institut de contrôle des prix ont aussi mené des grèves de solidarité. Il y a ainsi, en gros, 10 000 travailleurs en grève, plus ceux qui ont débrayé, observé des arrêts de travail, par solidarité.

Qu'est-ce que la Fédération syndicale révolutionnaire (FSR) ?

La Fédération syndicale révolutionnaire (FSR) est une confédération syndicale, fondée légalement le 25 janvier 1980. Elle regroupe environ 35 000 travailleurs de différents syndicats et représente, en outre, cinq autres organisations syndicales « suspendues » par le gouvernement et qui n'ont donc plus de personnalité juridique, malgré leurs 50 000 membres. Les branches d'activité du textile, de l'alimentation, des banques et instituts financiers, de la métallurgie, de l'industrie des boissons gazeuses et de la chaussure sont représentées dans la FSR.

Depuis sa création, la FSR a tenu quatre congrès, dont le dernier, le 27 juillet 1983, en présence de 150 délégués et d'une délégation internationale. La tenue de ce congrès affirmant, malgré la répression, la volonté d'organisation syndicale des travailleurs, représente un sérieux revers pour la dictature.

Fédération syndicale indépendante, possédant son propre programme et ses propres méthodes de travail, la FSR reconnaît cependant que le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) est à l'avant-garde de la lutte du peuple salvadorien. Il n'y a pas de liens directs entre la FSR et le FMLN, car ces liens entraîneraient une répression encore plus forte des travailleurs syndiqués. La FSR a un statut d'observateur dans le Front démocratique révolutionnaire (FDR) et appuie la plate-forme du FMLN. ■

— Mener une telle lutte, avec des syndicats semi-clandestins, sinon carrément interdits, sous une dictature militaire, cela ne doit pas être sans risques ni difficultés ?

— Le coût humain du mouvement est lourd, car la seule réponse du patronat et du gouvernement c'est la répression. Cinq dirigeants syndicaux ont déjà été assassinés, après avoir été torturés, depuis le début de l'action. Les travailleurs de l'usine Minerva se sont fait mitrailler. Tous ceux qui ont des responsabilités syndicales mènent une vie difficile : ils ne peuvent jamais dormir deux fois de suite au même endroit, ils doivent constamment veiller à ne pas être suivis. Tout cela pèse lourdement, psychologiquement parlant, créant une tension permanente. Tout est fait de manière plus ou moins clandestine : les tracts, l'information, les réunions. On ne peut pas distribuer des tracts ouvertement car celui qui les prend risque la mort, s'il est vu. Cela représente un sacrifice de plus pour l'ouvrier, qui doit ainsi risquer sa vie pour avoir le droit de s'organiser syndicalement, pour avoir le droit de réclamer ce qui lui revient.

C'est pourquoi nous venons chercher en Europe la solidarité nécessaire. Nous voulons aussi que cette solidarité dénonce l'intervention des Etats-Unis. Pas seulement leurs livraisons d'armes, leur soutien financier au gouvernement et leurs conseillers militaires. Mais aussi les effets de cette intervention sur les lieux de travail.

— Peux-tu donner des exemples de ces effets ?

— Les décrets antisyndicaux ont été rédigés par un ministère où derrière chaque responsable se trouve un conseiller juridique nord-américain qui lui indique la marche à suivre. En outre, les entreprises multinationales ou transnationales ont reçu des Etats-Unis des circuits fermés de télévision qui leur permettent de surveiller constamment leur personnel. Voilà pourquoi nous demandons aux syndicalistes, aux ouvriers du monde entier,

un soutien matériel, financier, pour aider les travailleurs en grève. Les travailleurs salvadoriens se sont engagés à fond dans une lutte pour la conquête de droits fondamentaux, comme le droit au travail, le droit au logement, le droit à des conditions de vie meilleures. Ils sont prêts à donner leur vie pour conquérir ces droits : il faut les aider !

Une dernière remarque, enfin : j'aimerais ici, dénoncer aussi la répression que subissent les femmes sur leur lieu de travail. Les femmes salvadoriennes, dont 75 % environ travaillent et qui sont surtout présentes dans le textile, l'alimentation et les banques — branches à main-d'œuvre majoritairement féminine — sont soumises à une répression particulière. Par exemple, elles ont un salaire inférieur et des horaires plus longs, simplement parce que ce sont des femmes. Généralement payées à la semaine, elles sont toujours menacées de perdre le bénéfice du septième jour de congé si elles ne travaillent pas plus, n'acceptent pas de faire des heures supplémentaires non payées. Elles font souvent les travaux les plus lourds et les plus pénibles. Victimes de la répression sexuelle des patrons, elles se voient aussi refuser les congés pour soigner leurs enfants, par exemple, ou pour se rendre elles-mêmes à l'Institut de la sécurité sociale. Nombre d'entre elles travaillent dès avant quinze ans. Et les contrats de travail des femmes sont des contrats discriminatoires, de durée très courte, de trois mois, qui leur suppriment ainsi le droit aux primes de fin d'année et à une série de prestations.

— Comment réagissent-elles ?

— Elles sont de plus en plus nombreuses à se syndiquer, à participer à la lutte face à l'ennemi commun. Au Salvador, il y a une intégration massive des femmes à la lutte, sous toutes ses formes, pas seulement syndicale. Avec les hommes, les femmes participent pleinement à la lutte politique et militaire. ■

Le mouvement syndical sous la dictature

Entretien avec Cristina Elisabeth Marin, représentante de la Fédération syndicale révolutionnaire

CRISTINA Elisabeth Marin, représentante de la Fédération syndicale révolutionnaire (FSR), membre du Comité d'unité syndicale (CUS), a effectué en Europe une tournée d'information pour stimuler la solidarité syndicale et ouvrière nécessaire avec les travailleurs et syndicats d'El Salvador. Parmi les objectifs de cette solidarité : un soutien matériel à la fois pour les chômeurs et les grévistes salvadoriens actuellement en lutte, les travailleurs du Salvador n'ayant ni caisse de chômage, ni fonds de grève, et un soutien politique et syndical, sous la forme d'un appui à la plate-forme revendicative de la FSR et de l'envoi d'une délégation syndicale au prochain congrès de la FSR, prévu pour le 25 janvier. La présence d'une délégation internationale assurerait en effet aux syndicalistes salvadoriens un minimum de protection contre la répression.

Nous reproduisons ci-après, l'essentiel de l'entretien réalisé avec la dirigeante syndicale salvadorienne, fin octobre, en Suisse, par *La Brèche*, organe du Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la IVe Internationale, et publié dans son numéro du 5 novembre dernier.

— LA BRECHE : Peux-tu présenter à nos lecteurs les conditions dans lesquelles travaillent les syndicats au Salvador ?

— Cristina Elisabeth MARIN : Ces conditions sont très dures, car depuis 1979, année où se développèrent de grands mouvements de masse, la répression est devenue très forte. En plus de ses moyens militaires, le gouvernement dispose d'un arsenal juridique pour réprimer les travailleurs. Il y a le décret interdisant toute augmentation de salaire depuis 1980, il y a celui qui légalise la détention arbitraire des dirigeants syndicaux, celui qui interdit la grève, celui qui intègre automatiquement les fonctionnaires à l'armée et qui permet la militarisation de certains secteurs publics. Ou encore celui qui permet de dissoudre les syndicats dans des secteurs stratégiques, comme celui de l'énergie électrique. A ces décrets s'ajoute aussi le dynamitage des locaux syndicaux. Dans cette situation, les syndicats sont obligés de travailler dans une semi-clandestinité.

— Quelles en sont les conséquences pour les travailleurs ?

— Le célèbre décret 544, dit de « stabilisation économique », interdit l'augmentation des salaires depuis 1980, alors que de décembre 1982 à aujourd'hui, l'inflation a progressé de 54 %. Les salaires versés aujourd'hui ne permettent plus de couvrir les besoins élémentaires. Nombre de travailleurs n'arrivent tout simplement plus à payer un loyer avec leur salaire et vivent dans des cabanes, le long des rivières. Il y a aussi le chômage (38,17 % dans le seul secteur industriel). Le chômage est un problème terrible pour le peuple salvadorien, car il n'y a pas de caisse de chômage. En outre, la militarisation transforme les lieux de travail en

casernes. Tous les services publics sont militarisés et certaines entreprises ont leur propre troupe de civils armés.

— Et malgré ce fantastique arsenal, les travailleurs salvadoriens luttent encore ?

— Face à cette répression, face aux difficultés de la lutte, l'ouvrier salvadorien est de plus en plus conscient que la seule issue est de s'organiser. Vu cette poussée vers l'organisation, le Comité d'unité syndicale (CUS) a appelé le 1er mai de cette année à une réunion large de travailleurs. De cette réunion est né le MUSYGES (*Movimiento unitario sindical y gremial de El Salvador - Mouvement syndical et des organisations professionnelles du Salvador*). Cette réunion, devenue congrès de fondation du MUSYGES, fut un grand succès de la lutte contre la dictature. Le jour du congrès, tout le Salvador était quadrillé par l'armée; malgré cela, les militaires n'ont pas trouvé l'endroit où se déroulait la réunion. Ce congrès a permis un accord très impor-

suite page 27



La cathédrale de San Salvador (DR).